Vol 17 # 31 • Du 31 Janvier au 6 Février 2024
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

LA JUSTICE DU KENYA BLOQUE L'ENVOI DE POLICIERS !



Voir page 4

Le juge Chacha Mwita de la Cour du Kenya rend son jugement sur une requête contre le déploiement des forces kényanes en Haïti, au tribunal de Milimani, dans la capitale Nairobi, au Kenya, le 26 janvier 2024

L'UTC DÉNONCE LA CENTRAL ROMANA !



Voir page 3

« CAEI, comme Central Romana, compte des milliers de travailleurs qui vivent dans des conditions inhumaines », ont exprimé les travailleurs de la canne à sucre affiliés à l'UTC à travers une vidéo, le 20 janvier, et ont rejeté la certification de bonnes pratiques par l'agence Bonsucro à CAEI











1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Profonde inquiétude à Washington!

Par Berthony Dupont

Tout a été programmé pour que les gangs soient utilisés comme étant de nouvelles fausses armes de destruction massive afin de garantir une énième occupation impérialiste contre le peuple haïtien. Ils ont été maniés, dorlotés pour servir de bouc-émissaire de façon à déclencher et poursuivre une campagne aux Nations-Unies de sorte que l'impérialisme puisse asseoir confortablement son emprise sur le pays, renforcer davantage son régime criminel en place et perpétrer la ruine du pays.

Voilà pourquoi, au lieu de mettre de l'ordre dans le pays, le gouvernement, sur les diktats des puissances impérialistes, ne fait que présider le désordre, le chaos. Avec bien entendu l'ingérence des oligarques et d'autres intérêts financiers dont l'objectif est de prendre le contrôle définitif du territoire haïtien.

C'est une action grave de conséquences quand le gouvernement, au lieu de s'organiser et d'utiliser la police nationale et les Forces armées pour combattre les gangs qu'il dénonçait, préfère les renforcer tout en les présentant comme l'obstacle à abattre. Pourtant, le seul vrai ennemi qu'il voulait sérieusement éliminer sur la scène politique est tout simplement les masses ouvrières qui revendiquent un lendemain meilleur.

Ariel Henry fait mine de s'alarmer sur la crise multidimensionnelle. En réalité, c'est lui le fossoyeur, son gouvernement est l'auteur principal de la crise dont il commence à perdre le contrôle grâce aux activités tous azimuts que déploie le peuple depuis quelque temps. Une révolte populaire alimentée par l'immense frustration sociale que ressentent les masses populaires avec le soutien de la BSAP à cette lutte.

Ainsi l'équation a rapidement changé de coefficient. Au lieu de rompre le cycle infernal des gangs armés omniprésents à Martissant, Grand-Ravine, Croix-des-Bouquets, Mariani, Bel-Air… etc, c'est la BSAP qui devient l'élément dérangeur. Toute une tempête a éclaté de part et d'autre non pas contre les foyers des gangs mais maintenant contre la BSAP qui, paradoxalement accompagne la population dans sa lutte. Ils se sentent en sécurité avec les gangs criminels puisque, selon eux, les vrais gangs sont ceux qui font corps avec le peuple pour le protéger, le servir et le défendre.

La réalité est que les Etats-Unis et le gouvernement haïtien n'avaient pas vu venir dans leur radas politique cette contradiction : des soldats armés se liant avec les masses en lutte. Cette alliance a non seulement hérissé le poil au dos de tous les réactionnaires, mais elle a fait paniquer aussi la classe dirigeante américaine.

En un clin d'œil, la BSAP est devenue aux yeux des mercenaires contrôlant l'appareil d'Etat une force de gangs et c'est ainsi que Pierre Esperance l'un des agents authentiques de l'impérialisme, porte-parole du système et également chef de gang licencié l'a rapporté au quotidien et organe du système *Le Nouvelliste* : *« La BSAP peut déstabiliser le pays car il y a un lien entre la BSAP et les gangs armés du pays, notamment les deux grandes coalitions de gangs de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, qui ont leur ramification partout. La BSAP compte sur ces gangs pour continuer la déstabilisation du pays »*

A tous les niveaux de l'Etat corrompu, l'objectif est d'en finir avec la BSAP, puisqu'elle a osé se solidariser avec les masses en lutte. Cette union doit disparaitre, s'effacer progressivement et sans demi-mesure !

La situation actuelle du pays intéresse de très près les milieux politiques étasuniens qui se demandent avec inquiétudes, si l'objectif des manifestations populaires enregistrées à travers le pays n'est pas, justement, contre les intérêts bourgeois et impérialistes ?

A partir de-là, les stratèges des puissances impérialistes expriment à tort une certaine inquiétude. Ils sont préoccupés et consternés devant ces événements en cours qui pourraient avoir des conséquences à court et à long terme. Ils craignent que la perte du pouvoir n'entraîne pas l'arrivée d'un régime communiste conduisant à une rupture totale avec la pensée capitaliste.

Pour essayer de sauver le système, ils sont prêts à tout pour éviter une victoire populaire sur le gouvernement fantoche et en étudiant même la possibilité qu'un coup d'Etat réactionnaire n'est pas à écarter avant le 7 février prochain. Ceci bien entendu pour régénérer le système à travers l'Accord de Montana dans la mesure où la bourgeoisie garde fermement le contrôle de certains leviers important dans l'économie nationale et peut toujours compter sur l'aide de l'impérialisme.

Toutes ces pratiques ne sont pas nouvelles dans la vie politique américaine, et c'est dans ce contexte d'inquiétude, que Brian Nichol's parlant au nom des puissances impérialistes annonce « *Nous dénonçons les efforts de ceux qui cherchent à déstabiliser le pays. La seule voie vers une stabilité à long terme passe par des élections libres et équitables* ». Le Chargé d'Affaires de l'ambassade des Etats-Unis à Port-au-Prince, Eric Stromayer, a pour sa part enchainé *« Nous continuons de lancer un appel en faveur d'un processus politique incluant toutes les personnes en Haïti. Le seul chemin légitime ce sont les élections libres et justes. Kreyòl pale, kreyòl konprann. Notre engagement envers le peuple haïtien reste solide»*

Tandis que le porte-parole du Département d'Etat, Matthew Miller, en a profité pour rappeler *« à la restauration de l'ordre démocratique par le biais d'un processus politique inclusif en Haïti. Nous continuons d'exhorter les parties prenantes haïtiennes à parvenir à un consensus sur le partage du pouvoir et la gouvernance inclusive. La seule voie légitime vers la paix et la stabilité à long terme passe par des élections libres et équitables »*

Ainsi, à Washington, l'inquiétude est partout sur ce qui est en train de se passer en Haïti. Dans le cas où Ariel Henry est destitué par le peuple, comment barrer la route à toute transformation révolutionnaire dans le pays ? C'est toute la préoccupation des Etats-Unis !

En tout état de cause, c'est le degré de mobilisation et d'organisation des masses avec une ligne politique claire et correctement définie qui décidera de l'avenir du pays. Vive la seconde Révolution haïtienne !

L'UTC dénonce la Central Romana !



L'Union des travailleurs de la canne à sucre (UTC)


Des travailleurs haïtiens et des dominicains d'origine haïtienne de la Central Romana


Des travailleurs haïtiens et des dominicains d'origine haïtienne de la Central Romana

Par La voix des travailleurs

L'UTC dénonce la Central Romana qui a fait fi des sanctions américaines avec la complicité du CAEI

Les 20 et 22 janvier, l'Union des travailleurs de la canne à sucre (UTC) a dénoncé le fait que l'entreprise américaine Central Romana, propriété des oligarques cubano-américains de la famille Fanjul, continue frauduleusement ses exportations vers les États-Unis, malgré les sanctions imposées par les autorités douanières américaines en novembre 2022 en raison de la vérification du travail forcé au détriment des travailleurs haïtiens et des Dominicains d'origine haïtienne. Selon la plainte de l'organisation syndicale, les exportations seraient réalisées à travers l'entreprise CAEI, propriété de la famille Vicini. De même, l'organisation syndicale affirme que l'agence Bonsucro fournit des certifications aux entreprises qui violent les droits du travail, comme la CAEI elle-même. De nombreux rapports internationaux dénoncent que les conditions de travail dans l'industrie sucrière dominicaine ne se sont pas améliorées après l'imposition des sanctions contre Central Romana, la surexploitation, les bas salaires, les conditions terribles dans les bateyes et le refus des pensions de canne à sucre persistent, malgré les revendications des travailleurs. Avec le soutien du gouvernement de droite PRM, Central Romana a préféré concentrer ses efforts sur le lobbying auprès du gouvernement américain, en investissant au moins 231 000 dollars dans le lobbying des entreprises, au lieu de respecter la législation nationale du travail et les conventions internationales.

Autorité douanière américaine en novembre 2022 en raison de la vérification du travail forcé au détriment des producteurs de canne à sucre haïtiens et des Dominicains d'origine haïtienne. Selon la plainte de l'organisation syndicale, les exportations seraient réalisées à travers l'entreprise CAEI, propriété de la famille Vicini. De même, l'organisation syndicale affirme que l'agence Bonsucro fournit des certifications aux entreprises qui violent les droits du travail, comme la CAEI elle-même.

De nombreux rapports internationaux dénoncent que les conditions de travail dans l'industrie sucrière dominicaine ne se sont pas améliorées après l'imposition des sanctions contre Central Romana, la surexploitation, les bas salaires, les conditions terribles dans les bateyes et le refus des pensions de canne à sucre persistent, malgré les revendications des travailleurs. Avec le soutien du gouvernement de droite PRM, Central Romana a préféré concentrer ses efforts sur le lobbying auprès du gouvernement américain, en investissant au moins 231 000 dollars dans le lobbying des entreprises, au lieu de respecter la législation nationale du travail et les conventions internationales.

« CAEI, comme Central Romana, compte des milliers de travailleurs qui vivent dans des conditions inhumaines », ont exprimé les travailleurs de la canne à sucre affiliés à l'UTC à travers une vidéo, le 20 janvier, et ont rejeté la certification de bonnes pratiques par l'agence Bonsucro à CAEI. La plainte contraste avec les efforts de nettoyage d'image du CAEI, comme la visite reçue en juillet 2023 du chargé d'affaires de l'ambassade américaine, Isiah Parnell.

En 2020, Bonsucro a rejeté la certification de Central Romana en raison de plaintes pour violations des droits du travail. Cependant, la même agence a accordé des certifications à CAEI en 2015, à Alcoholes Finos Dominicos en 2018, à Finca Unidad en 2017 ; et aux sociétés American Sugar Refining, C&H Sugar Company et Redpath Sugar, toutes détenues par Fanjul Corporation, dans les années 2015 et 2020. En revanche, les liens entre Central Romana et CAEI sont notoires. En 2007, les capitalistes Vicini et Fanjul ont créé le Groupe Vicini-Fanjul, pour un projet de production d'éthanol.

Étranges distorsions sur le marché du sucre dominicain après la sanction de Central Romana

Les États-Unis sont le principal marché d'exportation du sucre dominicain, c'est pourquoi l'interdiction des exportations du centre de Romana vers les États-Unis aurait tendance à générer des conséquences telles qu'un excédent sur le marché local, des changements dans les destinations d'exportation du sucre produit en République dominicaine. , ou d'éventuelles difficultés à respecter le quota américain d'importations de sucre attribué à la République dominicaine. Mais au lieu de cela, une étrange combinaison de pénuries de sucre sur le marché intérieur, d'une augmentation des importations de sucre en République dominicaine et d'une satisfaction à presque 100 % des exportations de sucre dominicain vers les États-Unis a été générée. Le gouvernement dominicain n'a pas donné d'explication publique sur cet étrange phénomène.

Selon le gouvernement dominicain, représenté par l'Institut dominicain du sucre (INAZUCAR), la récolte 2022-23 a présenté une baisse de production de 22%, pour une production de 487 mille tonnes, mais la réduction dans le cas du CAEI n'a été que de 4%. (de plus de 160 000 tonnes à près de 154 000 tonnes). Coïncidant avec les projections américaines, INAZUCAR indique qu'en 2021-2022, la production a été de 625 mille tonnes de sucre. En 2023, le quota d'importation au taux préférentiel du sucre dominicain aux États-Unis était de 189 000 tonnes et était couvert à 98 %. 186 000 tonnes ont été exportées vers ce pays, pour une valeur de 119,6 millions de dollars. Selon l'INAZUCAR, la demande nationale serait de 378 mille tonnes, entre sucre brut et sucre raffiné. Si l'on soustrait ce montant de la production de 487 mille tonnes, il reste 301 mille tonnes, ce qui indique un déficit de 77 mille tonnes qui aurait pu être couvert par le stock déclaré des entreprises sucrières, supérieur à 100 mille tonnes.

Au lieu de recourir au stock, INAZUCAR a autorisé l'importation, entre juin et septembre 2023, de 145 mille tonnes de sucre, entre types bruts et raffinés, soit presque le double du déficit selon les chiffres officiels eux-mêmes. Les irrégularités et les distorsions ne s'arrêtent pas là. Le Conseil de défense des droits commerciaux a dénoncé une pénurie de sucre sur le marché national, se plaignant que la majeure partie du sucre importé n'était pas distribuée au commerce local : sur les 22,5 mille tonnes du premier quota, moins de 2 mille auraient été distribué. , moins de 10%. Ce déficit, inexplicable au regard des chiffres de production, des stocks et des importations, a entraîné une hausse de 39% du prix du sucre pour la population dominicaine. Le gouvernement d'Abinader est allé jusqu'à proposer fin 2023 une loi permettant l'élimination par l'exécutif des droits de douane sur les importations de sucre, mais cette loi a finalement été retirée. Toute cette situation contraste avec la non-importation de sucre lors de la récolte 2020-21, avant la sanction américaine sur Central Romana. Le sucre a-t-il été

suite à la page(4)

Désinformation massive contre le peuple !



Selon un « abolocho » de la diaspora canadienne au service de ses patrons Ariel et Abinader : le Canal de Ouanaminthe est un projet de la Centrale Intelligence Américaine (CIA) pour conditionner le peuple haïtien à accepter la restauration du macoutisme à travers la BSAP

Par Mona Péralte

La situation politique qui se déroule actuellement dans le pays est un exercice formidable pour discerner les bonnes et les mauvaises herbes dans le jardin politique haïtien, notamment, dans la diaspora. Le gouvernement d'Ariel Henry, en guerre contre le peuple haïtien, pour défendre sa mauvaise cause, essaie de se servir de certains opportunistes dans la diaspora principalement au Canada, aux Etats-Unis et en France. Ils lancent des affirmations alarmistes, mensongères, contraire à la réalité pour tenter de créer la confusion de façon à brouiller les cartes au sujet des derniers événements politiques en Haïti.

En effet, suite à la confrontation entre le peuple et le pouvoir, certains individus de la diaspora, de faux progressistes, pour ne pas dire des cinquièmes colonnes, sont en train de se démasquer. Ils commencent à se défiler l'un après l'autre en montrant leur vrai visage en jouant toutefois le même rôle d'« abolocho »*, de mercenaires au service du pouvoir à la manière de Paul Gérot Jean-Baptiste (alias Pa anmède l), André Michel, Loubens Benjamin (Ti Youri) pour ne citer que ceux-là.

Est-ce la raison pour laquelle depuis le lancement de ce mouvement populaire en quête de changement contre le pouvoir de transition, pas même une pancarte de dénonciations n'a été postée devant les Consulats haïtien, particulièrement, à New-York et à Montréal, au Canada ? Alors que des paysans, des travailleurs démunis ne voient leur salut que dans le changement, et dans la lutte pour une vie meilleure.

Est-ce que la diaspora dans son intégralité se positionne dans la même direction que ceux qui se réclamaient d'une certaine gauche, mais à leurs yeux, cette lutte pour le changement ne serait synonyme que de ruine, de bluff ?

Leur seul champ d'action est le réseau social, où ils utilisent des pseudonymes pour publier leurs articles ou les mensonges. Il y en a d'autres qui se font des propagandistes sur le Net en relayant sur WhatsApp ou par e-mail les idées rétrogrades du plus grand



quotidien haïtien : *Le Nouvelliste.*

La semaine dernière, un certain Jean Elissaint Saint-vil au Canada, utilisant le pseudonyme de Jafrikayiti pour exprimer sa haine à l'égard du peuple haïtien en lutte n'a fait que dénigrer la construction du canal d'irrigation de Ouanaminthe.

Un canal à l'initiative des paysans de la plaine Maribaroux pour doter le pays d'une indépendance agricole à l'égard du pays voisin, de sorte que des millions de travailleurs haïtiens

suite à la page(4)

La justice du Kenya bloque l'envoi de policiers !



L'honorable juge Enock Chacha Mwita



Selon le juge les propositions soutenues par l'ONU pour lutter contre les gangs en Haïti contreviennent à la constitution du Kenya

De gauche à droite le Premier sinistre haïtien Ariel Henry, le secrétaire d'Etat américain Anthony Blinken et le ministre kenyan des Affaires étrangères d'alors Alfred Mutua

Par Caroline Kimeu et Luke Taylor *

La Haute Cour du Kenya se prononce contre le projet de déployer des centaines de policiers en Haïti. Un juge a déclaré que les propositions soutenues par l'ONU pour lutter contre les gangs dans ce pays des Caraïbes contreviennent à la constitution du Kenya.

La Haute Cour du Kenya s'est prononcée contre un projet du gouvernement visant à déployer des centaines de policiers en Haïti pour diriger une mission multinationale soutenue par l'ONU visant à lutter contre l'escalade de la violence des gangs dans ce pays des Caraïbes.

Enock Chacha Mwita, le juge qui a rendu la décision, a déclaré : « *Toute décision prise par un organe d'État ou un agent de l'État de déployer des policiers en Haïti… contrevient à la constitution et à la loi et est donc inconstitutionnelle, illégale et invalide.* »

Le Conseil de sécurité de l'ONU a donné son feu vert début octobre à la mission dirigée par le Kenya, qui a fait l'objet de critiques dans son pays et d'une contestation judiciaire déposée l'année dernière devant la Haute Cour de Nairobi par le parti d'opposition Thirdway Alliance.

Un officier de la police nationale haïtienne garde la devanture de la maison du Premier ministre haïtien, à Port-au-Prince. La proposition du Kenya d'envoyer des policiers en Haïti suscite des inquiétudes en matière de droits humains

Les constitutionnalistes et les parlementaires de l'opposition ont critiqué la manière dont le gouvernement a obtenu l'approbation internationale pour la mission avant d'obtenir le soutien du Parlement.

La décision du tribunal selon laquelle le déploiement était « illégal » n'a pas abordé les principales questions soulevées dans l'affaire, qui, selon les avocats, a pris les deux parties au dépourvu. Le juge a estimé que l'approbation du Parlement n'était requise que pour les déploiements militaires, et non policiers, et que la police pouvait être déployée à l'étranger.

Il a toutefois indiqué que pour que des officiers soient déployés, il devait y avoir un accord de réciprocité avec le gouvernement hôte, ce qui, selon les pétitionnaires – sans contestation de la part du gouvernement – n'était pas actuellement en vigueur.

Le jugement laisse la mission multinationale dans les limbes et constitue également un revers pour le gouvernement kenyan, qui espérait avoir la police sur le terrain ce mois-ci et a annoncé qu'il ferait appel.

Jeudi, le ministre haïtien des Affaires étrangères, Jean Victor Généus, a plaidé pour que le déploiement soit accéléré, déclarant au Conseil de sécurité de l'ONU que la violence dans le pays était aussi barbare que dans une zone de guerre.

La descente d'Haïti dans le chaos a été déclenchée par l'assassinat du président du pays, Jovenel Moïse, par des mercenaires colombiens en juillet 2021, mais la violence des gangs et l'anarchie dans ce pays des Caraïbes ont atteint de nouveaux sommets, plus désespérés, l'année dernière.

Le nombre de personnes violemment ciblées par des gangs a augmenté de 122 % en 2023, a déclaré jeudi la représentante spéciale de l'ONU pour Haïti, María Isabel Salvador, au Conseil de sécurité de l'ONU, soulignant la nécessité urgente d'une intervention étrangère. Au moins 4 789 personnes ont été tuées et 2 490 ont été kidnappées, dont beaucoup ont dû vendre leur maison pour payer une rançon à leurs ravisseurs.

La violence généralisée et les violations flagrantes des droits humains s'étendent désormais bien au-delà de la capitale, Port-au-Prince, jusqu'aux campagnes, où un nombre croissant d'enfants sont vulnérables au recrutement par des gangs et les femmes à la violence sexuelle. *« Je ne saurais trop insister sur la gravité de la situation en Haïti, où de multiples crises prolongées ont atteint un point critique* », a déclaré Salvador devant l'assemblée à New York. De nouveaux gangs continuent de surgir à travers Haïti et un mouvement d'autodéfense violent et croissant préoccupe également les observateurs, a-t-elle ajouté.

On estime qu'au moins 350 personnes ont été tuées par les Bwa Kale – des civils qui ont pris les fusils et pris les choses en main alors que la police ne parvenait pas à les protéger.

Les forces de sécurité haïtiennes sont de plus en plus dépassées par les bandits armés qui contrôlent la majeure partie de Port-au-Prince. La police nationale a perdu près de 3 300 agents au cours des trois dernières années, a déclaré lundi le principal syndicat de la police.

Près de neuf responsables sur dix ont été licenciés pour avoir abandonné leur poste, a indiqué le coordinateur général du syndicat Synapoha, Lionel Lazarre. Des policiers sous-payés et sous-entraînés se présentent avant d'être tués par des membres de gangs mieux payés et mieux armés, affirment les syndicats.

La diminution du nombre d'officiers fait

Il est encore plus important que la force opérationnelle étrangère soit tactiquement astucieuse et nombreuse, a déclaré Diego Da Rin, un expert d'Haïti chez Crisis Group. *« Si les gangs considèrent la mission internationale comme faible et mal entraînée, ils pourraient vouloir forger un front unifié pour les combattre »*, a déclaré Da Rin.

Salvador a prévenu que la mission ne réussirait que si les Haïtiens eux-mêmes étaient impliqués dans le processus de reconstruction de leur pays. « *La stabilité à long terme ne peut être obtenue que grâce à un processus politique inclusif et pris en charge par le pays* », a-t-elle déclaré.

Compte tenu du bilan mouvementé d'interventions étrangères en Haïti – qui comprend des abus sexuels perpétrés par les soldats de maintien de la paix et l'introduction du choléra dans le pays – plusieurs intervenants ont déclaré à l'ONU qu'il fallait prendre des précautions supplémentaires pour éviter que l'histoire ne se répète.

Le déploiement au Kenya a fait face à des refus depuis qu'il a été proposé l'année dernière. Les groupes de défense des droits ont exprimé leurs inquiétudes quant au piètre bilan de la police kenyane en matière de droits humains, et les observateurs ont mis en doute son aptitude et sa préparation à faire face aux menaces à la sécurité telles que la violence armée perpétrée par des gangs criminels sophistiqués.

Les intérêts du Kenya à diriger la mission restent flous. Les observateurs ont émis l'hypothèse que cela faisait partie des tentatives de l'administration actuelle pour renforcer le profil international de ce pays d'Afrique de l'Est, tandis que d'autres voient son implication comme un intermédiaire pour son allié occidental, les États-Unis. Le Kenya devrait également tirer un certain profit financier de cette mission, à laquelle les États-Unis ont promis 100 millions de dollars (79 millions de livres sterling) en matière de renseignement, de soutien logistique et médical.

***Caroline Kimeu** à Nairobi et Luke Taylor à Bogota

The Guardian 26 janvier 2024

Suite de la page (3) L'UTC dénonce la Central Romana !

importé en 2023 pour le réexporter et couvrir le quota d'exportation dominicain vers les États-Unis et empêcher que le quota soit réduit à l'avenir ?

Ce n'est pas tout. Suite à la sanction américaine contre Central Romana, le gouvernement dominicain a redistribué le quota d'exportation vers les États-Unis de ladite entreprise, qui était de 62,8% avant la sanction, en attribuant 70,1% à CAEI en août 2023 (132 mille tonnes) et 29,9% au Consortium central du sucre (56 000 tonnes). Cependant, l'octroi d'autorisations par le gouvernement dominicain pour le broyage de canne au cours de l'année 2023-2024 montre que Central Romana continue d'avoir la production la plus élevée, étant autorisée à broyer 3 millions de tonnes de canne et à produire 356 mille tonnes de sucre, tandis que CAEI est autorisée à moudre 1,3 million de tonnes de canne et à produire 134 mille tonnes de sucre. Le Consortium Central Sucre est autorisé à broyer 650 mille tonnes de canne et à produire 77 mille tonnes de sucre, et le CEA 200 mille tonnes de canne pour produire 15 mille tonnes de sucre.

Cela signifie que pratiquement toute la production de CAEI et du Consorcio Azucarero Central devrait être utilisée cette année pour couvrir le quota d'exportation vers les États-Unis, tandis que la production de Central Romana et du CEA couvrirait la demande nationale. Cependant, les autorités dominicaines et américaines doivent clarifier ce qui est arrivé aux importations en 2023 et répondre aux plaintes des travailleurs concernant la fraude dans les exportations vers les États-Unis. En outre, le gouvernement doit cesser de se rendre complice des abus des sociétés sucrières, en cessant de justifier et de fournir une couverture politique aux conditions de semi-esclavage auxquelles sont soumis des milliers de travailleurs haïtiens et dominicains d'origine haïtienne dans l'industrie sucrière, dont le travail forcé remplit les coffres des familles capitalistes les plus riches du pays.

Mouvement socialiste des travailleurs de la République dominicaine
29 janvier 2024

Suite de la page (3) Désinformation massive contre le peuple !

englués dans le chômage et vivant dans des conditions de vie consternantes puissent vivre convenablement.

Suite à l'obsession de la classe dominante de la République dominicaine, le Président dominicain Luis Abinader avec son arrogance inouïe et en complicité avec le régime de facto du Premier ministre Ariel Henry pour bloquer cette construction, un slogan révolutionnaire y est né de cette lutte : *Kanal la pap kanpe (KPK)* (le canal ne s'arrêtera pas) !

Dans un message publié le 25 janvier 2024 à 7h 06 du matin, Jafrikayiti a écrit sur son compte Facebook : *« la réalisation du Canal de Ouanaminthe est un projet de la Centrale Intelligence Américaine (CIA) pour conditionner le peuple à accepter la restauration du macoutisme en Haïti à travers la BSAP (Brigade de Surveillance des Aires Protégées). »*

Le raisonnement de Saint-Vil est non seulement erroné, mais il vise objectivement à soutenir le pouvoir en place et combattre l'autodétermination du peuple haïtien.

Des affirmations de ce genre sont aussi dangereuses que criminelles parce qu'elles rendent un grand service aux ennemis du peuple. N'est-ce pas une agression préméditée, ce propos offensant indécent et vexant contre la solidarité nationale, l'unité déployée par les masses paysannes, ouvrières, et la partie saine véritablement patriote et progressiste de la diaspora haïtienne ?

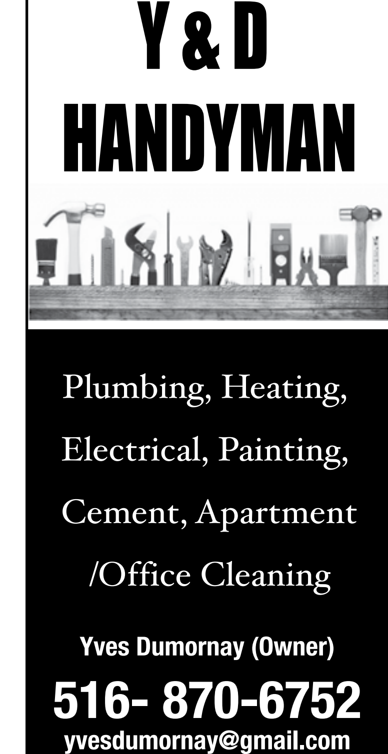
Ce qu'il y a de regrettable dans cette contre-vérité, ce sont toujours des haïtiens convertis en cinquième colonne que l'ennemi du peuple utilise toujours, en les instrumentalisant pour la fabrication de fausses images, fausses informations, mensonges pour dénigrer leur propre pays et donner un coup de poignard dans le dos de leurs propres compatriotes. *« Construisons-nous donc un canal, de sorte que demain nous bâtissions un pays » (An n bati yon kanal, demen pou n bati yon peyi*). Cet autre slogan né de la sagesse populaire et de la lutte révolutionnaire pour le changement des conditions sociales du pays a en quelque sorte porté des ingrédients fertiles à la révolte populaire en cours.

Quel genre de progressiste est-ce donc quelqu'un qui porte une telle répugnance au combat populaire tout en utilisant le prétexte de la BSAP ? Dorénavant, la lutte du pouvoir n'est plus contre les gangs, mais contre la BSAP, par le seul fait que ce corps accompagne et protège les masses populaires. La façon dont le pouvoir et ses idéologues réactionnaires se concentrent sur la BSAP en dit tout. N'est-ce pas un autre moyen pour le gouvernement que dirige Ariel Henry et ses acolytes de barrer la voie de la libération nationale, de l'unité et de solidarité anti-impérialiste que le peuple essaie de dégager selon ses propres moyens?

Ces hypocrites ne sont-ils pas des agents, des laquais patentés du système pourri et corrompu au même titre que des avocats de mauvaise cause comme André Michel et Reynold Georges, sans oublier et surtout les mercenaires médiocrates que sont Pierre Espérance et Ariel Henry.

Par ailleurs, nous saluons le courage et la perspicacité du parti Fanmi lavalas qui entretient toujours des liens étroits avec les masses populaires en lutte. Nous applaudissons la responsable Maryse Narcisse qui a déclaré dans une interview au *Nouvelliste « Fanmi Lavalas est à l'écoute et reste solidaire des revendications de la population qui réclame des changements profonds exprimés par le « chavire chodyè » traduisant leur volonté de rupture avec ce système basé sur la mauvaise gouvernance, les injustices sociales, la corruption et l'insécurité programmée. »*

*Abolocho= mercenaires qui n'ont aucune conviction politique dont les positions dépendent justement du marchandage et de l'argent qu'ils reçoivent.



Odyans Piblik

Barèm yo Pwopoze pou Tarif Peyaj pou Pwogram Peyaj Distri Santral Biznis la (Central Business District Tolling Program, CBDTP)

The Triborough Bridge and Tunnel Authority (TBTA), k ap fonksyone sou non MTA Bridges and Tunnels, ap òganize odyans piblik k ap fèt plizyè fason pou mande moun fè kòmantè sou barèm yo pwopoze pou tarif peyaj pou Pwogram Peyaj Distri Santral Biznis la (Central Business District Tolling Program, CBDTP). Odyans lan ap fèt plizyè fason kote ap gen opsyon pou moun patisipe an pèsòn, ak nan yon fòma vityèl pa mwayen platfòm entènèt sou Zoom ak opsyon apèl konferans, ak opsyon pou pse l an dirèk sou chèn YouTube MTA a.

Ann amoni ak Lwa sou Refòm ak Mobilite sou Wout MTA (MTA Reform and Traffic Mobility Act) 2019 la ("Lwa" a), TBTA pral mete CBDTP sou pye epi ranmase pèman nan men mwayen transpò k ap antre nan Distri Santral Pou Biznis ki nan Manhattan nan, yon kote lalwa di ki se pati sid 60th Street men ki pa gen FDR Drive ak New York State Route 9A (ki gen ladan l Battery Park Underpass), ak nenpòt pòsyon wout Hugh L. Carey Tunnel ki konekte West Street. Objektif Pwogram nan se pou diminye kantite blokis ki genyen an epi antre lajan pou finanse 15 milya dola pou amelyore sistèm tren ki pase anba tè, bis ak tren ki pase sou tè nan Plan Enfrastrikti 2020-2024 MTA a oswa plan ki vin annapre yo.

Lwa a kreye yon Komite Analiz Mouvman nan Deplasman sou Wout la epi l ba l responsabilite pou l bay rekòmandasyon pou yon barèm peyaj tarif ki nan nivo Lwa a, sa gen ladan l montan peyaj la ak nenpòt kredi, rabè, ak/oswa eksepsyon. Yo te pibliye rekòmandasyon sa yo 30 novanm 2023. Nan dat 6 desanm 2023, Komite Triborough Bridge and Tunnel Authority te vote pou aplike pwosedi administratif ki nesesè pou mete sou pye ak aplike barèm pou peyaj la.

Nan sans sa a, gen yon peryòd kòmantè nan moman an e ap gen odyans piblik k ap fèt plizyè fason ki gen pou fèt pou TBTA ka resevwa opinyon sou montan barèm pou peyaj la. Peryòd kòmantè a te kòmanse 27 desanm 2023 e l ap kontinye jis 11 mas 2024. Ou ka gade barèm montan pou peyaj la sou: **https://new.mta.info/document/129191.** An rezime, pwopozisyon an gen eleman ki annapre yo ladan l:

- Mwayen transpò ki pote pasaje ak mwayen transpò ki pote pasaje ki gen plak komèsyal yo t ap gen pou yo peye $15 nan moman gen anpil aktivite pou pèman E-ZPass la pou yo antre nan CBD a, yon fwa pa jou sèlman.
- Kamyon yo t ap gen pou yo peye $24 oswa $36 nan moman gen anpil aktivite pou pèman E-ZPass la pou yo antre nan CBD a, sa depan de gwosè yo.
- Bis ki fè tranzit oswa ki bay sèvis enfòmatik yo pa t ap gen pou yo peye montan peyaj la. Lòt bis yo t ap gen pou yo peye $24 oswa $36 nan moman gen anpil aktivite pou pèman E-ZPass la pou yo antre nan CBD a, sa depan de kalite yo.
- Motosiklèt yo t ap gen pou yo peye mwatye nan sa chak mwayen transpò ki pot pasaje peye, yon fwa pa jou sèlman.
- Mwayen transpò yo t ap gen pou yo peye montan peyaj la sèlman si y ap antre nan CBD a – se pa si yo rete oswa kite zòn nan.
- Chofè yo t ap gen pou yo peye montan peyaj lè gen anpil aktivite a nan lè nan jounen an ki gen plis blokis – 5am rive 9pm lasemèn, ak 9am rive 9pm nan wikenn. Montan peyaj la t ap 75% an mwens lè l ta lannuit.
- Yo t ap bay mwayen transpò ki gen E-ZPass yo yon kredi pou tinèl parapò ak yon pòsyon pou montan pou peyaj lè gen anpil aktivite nan CBD a k ap pase nan kat antre ki mande pou peye yo ki mennen dwat nan CBD a: Queens-Midtown, Hugh L. Carey, Holland, and Lincoln Tunnels. P ap gen kredi pou travèse k ap aplike lè l ta lannuit, lè montan peyaj CBD a gentan 75% pi ba pase lè gen anpil aktivite.
- Taksi NYC Taxi ak Limousine Commission (TLC), taksi vèt, ak machin ki fè transpò prive yo (for-hire vehicle, FHV) pa t ap gen pou yo peye montan peyaj machin yo peye chak jou a. Olye de sa, t ap gen yon montan peyaj CBD ki ajoute pa vwayaj pou chak vwayaj pasaje a fè ale, soti, oswa nan CBD a k ap yon montan peyaj $1.25 pa vwayaj pou taksi, taksi vèt ak FHV yo, epi $2.50 pa vwayaj pou FHV yo pou vwayaj yon sèvis lokasyon pou lòt moun ki gen anpil aktivite (high-volume for-hire service, HVFHS).
- Machin gouvènman an ki espesyalize yo pa t ap gen pou yo peye montan peyaj CBD a (met sou machin ijans otorize ki respekte kondisyon yo ak machin k ap pote moun ki ge andikap ki respekte kondisyon yo, jan Lalwa a mande sa a).
- Pwopriyetè machin ki touche yon tikras kòb yo ki kalifye e ki enskri nan TBTA pou Plan Rabè pou Moun ki Touche Tikras Kòb yo t ap resevwa yon rabè 50% sou montan peyaj E-ZPass la ki mwens pase montan E-ZPass pou machin k ap pase nan moman ki gen anpil aktivite yo, sou 11yèm vwayaj machin nan fè ki kalifye ak vwayaj ki fèt apre nan yon mwa.
- An jeneral, montan peyaj CBD a pou machin ki itilize mwayen pèman tarif olye yo itilize E-ZPass, sa yo abitye rele Tolls by Mail la, t ap 50% pi wo pase kliyan E-ZPass yo.

Ou ka jwenn detay konplè sou barèm montan pou peyaj la sou **https://new.mta.info/document/129191.**

DAT AK LÈ ODYANS PIBLIK YO

Odyans Piblik Pwogram Peyaj Distri Santral pou Biznis (Central Business District Tolling Program, CBDTP)
Jedi 29 fevriye 2024, a 6:00 PM
Vandredi 1ye mas 2024, a 10:00 AM
Lendi 4 mas 2024, a 10:00 AM epi a 6:00 PM
Odyans Piblik k ap fèt plizyè fason an ap fè an pèsòn ak sou platfòm vityèl yo.

Kote Odyans yo ap Fèt (an pèsòn)

Odyans lan ap fèt nan Biwo Santral MTA a ki twouve l 2 Broadway, 20th Floor – William J. Ronan Board Room, New York, NY 10004.

Patisipe nan Odyans Piblik la (A Distans)

Si w anrejistre pou w pale, ou ka suiv enstriksyon ki annapre yo pou w patisipe an pèsòn, anliy, oswa nan telefòn:
Patisipe nan Seyans K ap Fèt sou Zoom sou Entènèt la: Pou w antre sou seyans Zoom sou entènèt la, ale sou **https://mta.zoom.us/j/82624594335**
Patisipe nan Seyans lan nan Telefòn: Pou w antre nan seyans k ap fèt sou Zoom nan pa mwayen telefòn, tanpri rele (929) 436-2866 (gratis) oswa (833) 548-0282 (Gratis pou Etazini). Epi apresa antre ID reyinyon an 826 2459 4335, epi peze siy dyèz la (#)

Fason Odyans Piblik la ap Fèt

Li pral fèt plizyè fason kote moun ap ka patisipe an pèsòn, ak sou platfòm entènèt sou Zoom ak opsyon apèl konferans, epi y ap pase l an dirèk sou sit YouTube MTA a. Moun ki ta renmen pale yo dwe enskri alavans pou yo pale nan odyans piblik la. Chak moun ki enskri pou l pale ap gen de (2) minit pou l pale. Piblik la ap gen jiska 240 minit nan chak odyans pou l fè kòmantè oswa anviwon 120 ap ka pale. Moun ki poko pale nan yon odyans pou barèm montan peyaj CBDTP ap gen priyorite sou moun ki te gentan pale nan yon odyans. Tout kòmantè yo pral ekri epi yo pral fè pati dosye odyans y ap konsève yo.

Enskripsyon pou Odyans Piblik

Pou w enskri, ale sou **https://new.mta.info/agency/bridges-and-tunnels/cbd-tolling-hearing**, oswa rele nan Liy Dirèk pou Odyans Piblik la nan (646) 252-6777. Ajan k ap reponn telefòn yo disponib soti 6 AM rive 10 PM chak jou. Enskripsyon an ap kòmanse yon semèn anvan chak odyans, e l ap fèmen 30 minit anvan chak odyans kòmanse.

Pou w Voye Kòmantè yo Ale

Ou ka voye kòmantè anliy sou **https://new.mta.info/project/CBDTP**, a imel nan cbdtp.feedback@mtabt.org, oswa pa lapòs bay **Central Business District Tolling Program, 2 Broadway, 23rd Floor, New York, NY 10004**. Ou ka rele liy pou kòmantè CBDTP a nan 646-252-7440.

Nou dwe resevwa tout kòmantè a 11:59 PM pou pi ta jou k ap 11 mas 2024 la. Nou p ap konsidere kòmantè nou resevwa apre dat ak lè sa a.

Sèvis Aksesiblite ak Sèvis Èd pou Lang

Ap gen Sèvis Lang Siy Ameriken ak Soutitraj CART k ap disponib. Manm nan piblik la ki soud oswa ki gen difikilte pou yo tande ka itilize sèvis transmisyon yo vle a oswa yo ka itilize sèvis transmisyon gratis 711 lan, epi mande pou yo konekte yo ak nimewo Odyans Piblik lan nan (646) 252-6777 pou yo pale ak yon ajan.

Manm nan piblik lan ki pa gen aksè ak yon òdinatè oswa ki pa gen aksè ak entènèt ka tande chak odyans yo lè yo rele reyinyon Zoom nan sou (929) 436-2866 (lokal) oswa (833) 548-0282 (Etazini gratis). Epi antre ID Reyinyon an ki se 826 2459 4335, epi peze siy dyèz (#) la.

Si w bezwen èd pou kesyon lang oswa nenpòt lòt aranjman, tanpri voye yon demann omwen senk (5) jou ouvrab anvan dat odyans lan gen pou l fèt la nan youn nan fason ki annapre yo: pa imel bay cbdtp.feedback@mtabt.org, pa telefòn lè w rele Liy Dirèk Odyans Piblik la nan (646) 252-6777, oswa voye yon lèt bay MTA Government & Community Relations, Attn: Central Business District Tolling Program Hearings, 2 Broadway, 17th Floor, New York, NY 10004.





Metropolitan Transportation Authority

www.mta.info

Jakmèl: elèv Lyse Penchina yo te pran lari !



Elèv Lyse Penchina yo nan lari Jakmèl

Jakmèl jou madi 30 janvye 2024 la, elèv Lyse Penchina yo pat rete lakay yo. Yo te pran lari a yon lòt fwa ankò, pou mande Leta Kwoupyon Ariel Henry ap dirije a pou yo voye pwofesè nan lekòl yo.

Timoun yo te pran lari se mwayen pa yo, pou yo manifeste mekontantman yo kont move gouvènans, ensekirite ak lavichè. Manifestan yo te mande bonjan kalte edikasyon, yo te mache anpè nan lari a pou eksprime endiyasyon yo. Yo te tou pwofite mande pou Ariel ale !

Prezidan Kenya a William Ruto deklare limenm l ap voye polisye yo



William Ruto

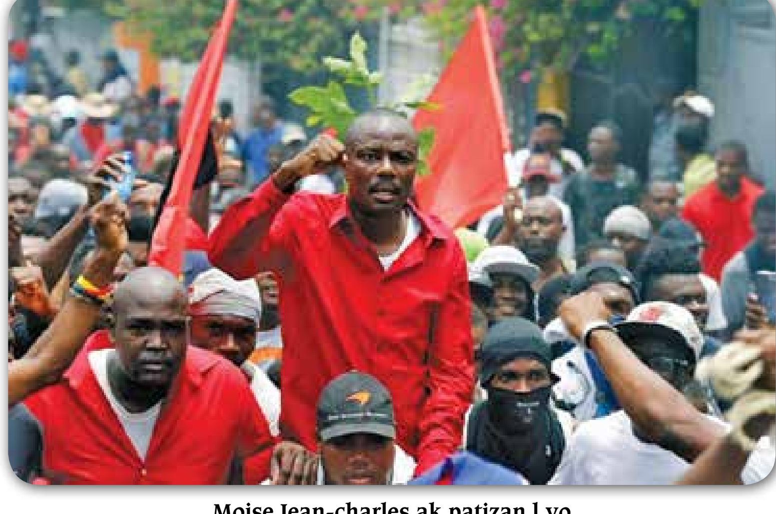
Sanble se lajan meriken ap peye a, 200 milyon dola a, Ruto pa vle pèdi l, lè l deklare malgre deklarasyon jij la, li pral voye polisye Kenya yo an Ayiti. Li fè konnen Kenya pral kontinye plan li pou dirije Misyon Sipò Sekirite Miltinasyonal an Ayiti a.

Ruto deklare misyon an sou wout, yo met ba l yon ti avalwa sou lajan an toujou.

Lidè Pitit Desalin nan Jean Charles Moïse te manifeste !

Jou lendi 29 Janvye 2024 la, nan Okap, Jean Charles Moïse te pran lari ak yon latriye moun pou l pote grenn sab pa l nan mouvman dechouke Ariel la. Selon Moise, mouvman an mande piman, si pa gen yon ti piman kont gouvènman pouri sa a, Ariel gen dwa pa vle ale, sitou se sa Meriken bezwen pou l rete sou pouvwa a.

Ansyen senatè a bay randevou Premye fevriye ak Ariel pou yo bwè yon kanfe anmè annsanm.



Moise Jean-charles ak patizan l yo

Grèv kont ensekirite ap kontinye pou jouk Ariel ale!

Brigad Inyon Anti-Koripsyon an (BSAC) anonse twa jou grèv ki prevwa pou 29, 30 ak 31 janvye 2024. Objektif la, se pou mande mezi pou retabli sekirite nan peyi a sitou sou wout nasyonal yo. Premye jou grèv kont ensekirite a pat totalman respekte sou teritwa nasyonal la.

Revèy Nasyonal pou Souverènte Ayiti ki te kore mouvman grèv twa jou a sou tout teritwa peyi a te pwofite kouri dèyè makak la pou kase ke l paske Ariel Henry pa kapab toutbon dirije peyi a. Se nan tè l ap jwe tout tan se sa k fè se lan pousyè, tentennad l ap pase peyi a.

Dezyèm jou grèv la pat respekte menm se poutètsa, Bwigad Indikatè Anti-Koripsyon ak Kowòdinasyon Nasyonal Travayè Ayisyen yo (CNOHA) anonse anile twazyèm jou grèv la ki te fikse pou mèkredi 31 janvye 2024 la.

Sa pa vle di y ap kanpe goumen, okontrè yo deja ap reflechi pou semèn k ap vini an, jou k ap 4, 5 ak 6 fevriye pou yo retanmen grèv la ankò pou jouk Ariel ale.

Haïti : Une révolution noire va se répéter !



Notre travail est d'unifier l'action de tous les révolutionnaires haïtiens et de mettre fin à la division au sein de nos rangs afin de diriger les masses dans la lutte armée

Par the Black Agenda Review

À l'occasion du 220e anniversaire de l'Indépendance haïtienne, nous réimprimons le discours prononcé lors de la première Conférence de solidarité des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine par le révolutionnaire haïtien Paul Lantimo.

Du 3 au 16 janvier 1966, quelque cinq cents délégués de quatre-vingt-deux pays se sont réunis au Théâtre Chaplin de La Havane, à Cuba, pour la première Conférence de solidarité des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Extension plus militante de la célèbre conférence afro-asiatique tenue à Bandung, en Indonésie, une décennie auparavant, la réunion de La Havane a été initiée par le Premier ministre algérien Ahmed Ben Bella et le révolutionnaire marocain Medhi Ben Barka Bella, cependant, a été destitué et emprisonné avant le début de l'organisation, et quelques mois avant le début de la conférence, Ben Barka a été enlevé dans les rues de Paris, torturé et tué. Pourtant, la conférence a continué. Y ont participé des représentants de syndicats, d'organisations internationalistes, de partis politiques et de factions de libération de Porto Rico à la Palestine, ainsi que des personnalités telles que Fidel Castro et Haydee Santamaria de Cuba, Cheddi Jagan du Guyana, Salvador Allende du Chili, Marcelino dos Santos d'Angola, George Weeks de Trinidad, et Amilcar Cabral de Guinée Bissau, qui a prononcé son célèbre discours « L'arme de la théorie ». Che Guevara a été élu président honoraire, par contumace. La conférence de La Havane a servi de réunion fondatrice de l'Organisation de solidarité avec les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine (OSPAAAL) et, inspirées par les exemples de Cuba et du Vietnam, les résolutions de la conférence ont mis l'accent sur la lutte révolutionnaire armée et contre l'impérialisme et le colonialisme. , et le néocolonialisme.

Haïti était représenté à La Havane par le Front démocratique unifié de libération nationale (F.D.U.L.N). La F.D.U.L.N était une organisation anti-impérialiste et anti-féodale fondée en 1964. Elle est née de la fusion du Parti d'Union de Démocrates Haïtiens et du Parti d'Entente Populaire, deux groupes haïtiens radicaux qui avaient trouvé une cause commune dans leurs tentatives de renverser la dictature de François Duvalier soutenue par les États-Unis. Le président du F.D.U.L.N, Paul Lantimo, s'est adressé à la conférence. Le discours de Lantimo, « Haïti : une révolution noire se répétera », prononcé au nom du peuple haïtien, a fourni une analyse éclairante de la situation critique d'Haïti depuis le succès de la révolution haïtienne en 1804. Lantimo a expliqué comment près de deux siècles d'intervention impérialiste et Le contrôle néocolonial a miné le développement d'Haïti, tandis que l'État haïtien (dans ce cas, sous Duvalier) était mobilisé contre le peuple haïtien, qu'il s'agisse de paysans et de la classe ouvrière ou d'intellectuels et de commerçants bourgeois. Pour Lantimo, l'espoir d'Haïti résidait dans son histoire de succès révolutionnaire et dans la solidarité au-delà des frontières de classe et des frontières nationales, contre un ennemi commun mondial : l'impérialisme.

Une traduction du discours de Lantimo a été publiée dans le numéro de l'été 1966 de Soul Book : The Quarterly Journal of Revolutionary Afroamerica, à Berkeley, en Californie, par une branche du Revolutionary Action Movement. Nous reproduisons le discours ci-dessous pour marquer deux anniversaires en Haïti. Le premier, le 1er janvier 2024, marque les deux cent vingtième anniversaires de la révolution haïtienne et la naissance de la première république noire au monde. Le deuxième anniversaire, également en 2024, reconnaît une occasion plus sordide : le vingtième anniversaire, une nouvelle ère du néocolonialisme impérialiste en Haïti, une ère souvent appelée la « deuxième occupation ». Lors de la première occupation d'Haïti, de 1915 à 1934, les marines américains ont débarqué dans la république et ont pris le contrôle de toutes les institutions politiques et économiques d'Haïti, tout en massacrant tous les Haïtiens qui se mettaient en travers de leur chemin. La deuxième occupation a commencé en 2004 et a été initiée par les États-Unis, le Canada et la France, mais couverte par les Nations Unies et une force militaire multinationale. Cela a commencé avec l'enlèvement et l'exil par les marines américains de Jean Bertrand Aristide, le premier président démocratiquement élu d'Haïti. Cela s'est poursuivi avec l'usurpation de la démocratie populaire d'Haïti par le Core Group, une cabale de nations et d'entités multinationales qui contrôlent l'économie d'Haïti et tirent les ficelles en contrôlant les membres des dirigeants fantoches d'Haïti, y compris le Premier ministre non élu et impopulaire Ariel Henry.

Bientôt, la deuxième occupation s'intensifiera avec le débarquement d'armées étrangères – apparemment dirigées par l'État néocolonial du Kenya – pour « pacifier » les masses agitées d'Haïti. Nous pouvons cependant être certains que la prédiction de Lantimo à La Havane en 1966 se réalisera : en Haïti, une révolution noire contre l'impérialisme se répétera.

Haïti : Une révolution noire va se répéter par Paul Lantimo

Frères Délégués des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine : Au nom du peuple opprimé d'Haïti, la délégation du Front Démocratique Uni de Libération Nationale salue chaleureusement les peuples des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine qui luttent contre l'impérialisme international au nom de l'indépendance économique et politique, du progrès social et de la paix. Le Front transmet son message de vif encouragement aux peuples du Congo([Léopoldville]), d'Afrique du Sud, aux peuples de Colombie, du Venezuela, du Pérou, du Guatemala et du Laos, qui luttent héroïquement contre l'impérialisme et les gouvernements rétrogrades de leurs pays respectifs. La délégation haïtienne adresse un salut particulier au peuple dominicain et l'assure de l'entière solidarité du peuple haïtien dans sa lutte contre les troupes yankees. Enfin, l'admiration est exprimée pour le vaillant peuple vietnamien qui, en ce moment, porte de graves coups à l'impérialisme et à ses laquais. En débarquant de nombreuses troupes au Vietnam et en intimidant le peuple, l'impérialisme américain pensait que la situation serait placée en sa faveur. M. Johnson et les militaristes du Pentagone se sont largement trompés. Au Vietnam, c'est le peuple qui prend l'initiative – l'impérialisme nord-américain sera écrasé tôt ou tard. Aujourd'hui, face à l'intensification délibérée de l'agression impérialiste, les délégués des mouvements progressistes et révolutionnaires d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine sont réunis afin que puissent être planifiées les conditions d'une réponse décisive de tous les peuples. Oh, comme les impérialistes tremblent !

Frères délégués : le peuple de notre pays a déjà vécu dans le souvenir des exploits révolutionnaires. En 1791, sous la direction de Toussaint Louverture et de Jean Jacques Dessalines, et en utilisant les rivalités intercolonialistes, le joug des esclaves français fut brisé, la guerre d'indépendance fut victorieusement soutenue et les armées napoléoniennes furent expulsées du pays. C'était en 1804.

Mais à cette époque où le capitalisme international croissant s'appuyait sur l'esclavage colonial en Afrique et en Amérique (et déterminait ainsi l'avenir de l'humanité), il était extrêmement difficile pour un petit pays de développer une économie indépendante. Les pays capitalistes nous ont imposé une sorte de blocus économique et nous ont refusé le crédit et l'équipement technique si vital pour nous après une douzaine d'années de guerre dévastatrice. S'appuyant sur les chefs militaires et sur l'énorme commerce d'import-export aux mains étrangères, ils ont réussi à faire de notre pays une semi-colonie, condamnant ainsi les masses haïtiennes à la misère.

Cette situation s'est aggravée dans la première partie du siècle. L'impérialisme yankee, profitant des rivalités entre les puissances européennes après les premières guerres mondiales, a envoyé ses marines sur notre territoire et a occupé notre pays pendant 15 ans (1915 - 1930). Les impérialistes américains ont utilisé leur présence dans notre pays pour devancer leurs rivaux anglais, allemands et surtout français. Ils contrôlaient directement nos banques et nos finances. Ils ont établi une gestion douanière qui a légué le commerce extérieur à leurs monopoles, ils ont installé un système judiciaire selon leur fantaisie, et une administration et une armée qui leur ont permis de contrôler la vie économique et politique de notre pays, ce qui s'est poursuivi après leur départ. Ils nous ont imposé l'achat de leur pétrole et le prix de leur café ; ils ont exproprié nos paysans du Nord-Est,


Charlemagne Péralte

de la Vallée de l'Artibonite et de l'Ouest pour l'installation et l'exploitation de leurs raffineries de sucre et de sisal, et pour l'extraction du cuivre et de la bauxite, qui au lieu d'être transformés dans le pays, sont exportés vers le pays. Etats-Unis En nous spoliant de nos richesses minières et en exploitant férocement le travail de notre peuple, en imposant son commerce et ses prix, la domination nord-américaine a réussi à aggraver et accélérer la crise interne du régime.

L'impérialisme nord-américain a mis fin à son occupation d'Haïti en 1930 [1934, en fait, ndlr]. Mais il a laissé derrière lui ses abattoirs et un système conforme à ses intérêts. Le gouvernement de Duvalier en est aujourd'hui le représentant et le fidèle serviteur.

Mis au pouvoir par l'armée haïtienne avec la bénédiction du Département d'État, Duvalier n'a cessé de maintenir pour elle une politique réactionnaire interne et externe. Il a soutenu et maintenu : laisser libre cours aux investissements du capital impérialiste ; sabotage de l'effort économique national, politique fiscale qui écrase les producteurs agricoles, affamant la masse des travailleurs et des classes moyennes ; l'intolérance et la persécution des organisations syndicales et démocratiques laissant les classes opprimées à la merci de leurs maîtres, des seigneurs féodaux et de l'État ; soutien total à la politique étrangère américaine ; soutien notoire à l'intervention impérialiste au Congo, à l'intervention nord-américaine en République dominicaine et à la politique d'hostilité des États-Unis contre Cuba.

Mais l'impérialisme nord-américain et ses larbins Duvalier ne pourront pas maintenir longtemps leur domination sur notre peuple. Des signes extérieurs de crise sont déjà apparus. Le phénomène de l'insolvabilité de l'État est réapparu de manière dramatique : des pans entiers d'employés publics et d'employeurs ne reçoivent pas leurs salaires bimensuels et mensuels et/ou ils les perçoivent avec beaucoup de retard – cette situation les place entre les mains des usuriers. . Certaines entreprises de production contrôlées par l'Etat (usines d'huiles essentielles nationalisées en 1959, confiserie centrale des Cayes) sont en déficit constant. La moralité et le crédit d'État sont en faillite ; l'enseignement national, secondaire et universitaire a perdu de son prestige à cause de l'ingérence des "tontons-macoutes" (agents civils armés, membres de la police répressive des Duvalier) parmi les professeurs, qui sont en partie incités à partir pour le Canada ou l'Afrique (le d'autre part, les dommages causés aux citoyens à faible revenu provoquent et augmentent le prestige des écoles privées). Dans les douanes et les bureaux de poste, des pillages de colis étrangers ont été organisés avec l'immense colère des citoyens et surtout des hommes d'affaires. La justice a complètement disparu.

Tous les conflits se règlent sous la pression [????????????] d'un « tonton macoute », qui accable d'abus toutes les classes. Les prisonniers politiques sont exécutés ou bien ils croupissent en prison, complètement coupés de l'extérieur. Une terreur inimaginable s'abat sur les villes et les campagnes. Les familles de Benoit Riobe à Port-au-Prince, Sansarick à Jérémie et bien d'autres ont été assassinées en plein jour sur dénonciation policière et sans autre fondement. Dans les zones frontalières (dominicaine-haïtienne), des centaines et des centaines de paysans ont été mitraillés et jetés aux fosses et aux tombes simplement pour avoir vendu ou fourni de la nourriture aux rebelles haïtiens

suite à la page(16)

Ange ou démon, le cas Guy Philippe !



Guy Philippe, ancien militaire, ex-Commissaire de police

Par Catherine Charlemagne

(1e partie)

L'ancien prisonnier haïtien d'Atlanta, aux Etats-Unis, est-il un ange ou un démon ? Dans la conjoncture politique à laquelle Haïti se trouve depuis des années, voilà une question à laquelle les meilleurs théologiens haïtiens auront bien du mal à trouver une réponse capable de satisfaire l'attente d'une population aux abois. Il faut l'avouer, ce n'est pas donner à tout un chacun de répondre clairement à une telle interrogation, tant la situation sociopolitique du pays est complexe. En réalité, trois raisons peuvent expliquer les difficultés pour quelqu'un, fût-il un spécialiste de la religion ou de la sociologie politique, d'avoir une position arrêtée sur la réponse à apporter. Premièrement, la manière dont les autorités de la Transition gèrent le pays depuis bientôt trois ans et l'absence totale de perspective pour apporter des solutions aux multiples maux dont souffre la République. Deuxièmement, il y a la lecture que fait, à juste titre, la population de la gestion de la Transition par les femmes et les hommes qui détiennent la totalité du pouvoir sans aucune légitimité, qu'elle soit constitutionnelle ou populaire, alors même qu'ils donnent l'impression qu'ils entendent demeurer au pouvoir.

Reconnaissons que c'est un lourd handicap pour les autorités et une raison supplémentaire pour la population de vouloir les chasser de la tête du pays. Enfin, la troisième raison, l'entrée en scène, sur le chapeau de roue, de manière fracassante et questionnable d'une équation à une inconnue. Un élément non annoncé, soupçonnable et soupçonné, perturbateur que personne n'attendait dans ce jeu, que finalement, même si tous les coups ne sont pas autorisés, il n'en demeure pas moins, compte tenu de la situation volcanique, tous les coups deviennent possibles, voire, réclamés par une population qui en a assez d'une vie qu'elle n'a pas choisie.

L'on n'oublie pas non plus l'offre alléchante de ce trublion dont on sait de quoi il est capable. En vérité, en Haïti, nous sommes dans une configuration politique et sociale qui est propice à tout, même au pire. Soit la population se jette dans les bras d'un « ange » pour son salut, soit c'est un « démon » qui lui ouvre les bras pour son malheur. Dans les deux cas, l'inconnu demeure. Il se trouve que, depuis quelque temps, celui qui symbolise à la fois cet ange ou ce démon, s'appelle Guy Philippe.

Celui-ci, ancien militaire, ex-Commissaire de police et quelques rares autres, comme l'ex- député Arnel Bélizaire, lui aussi ancien militaire, font partie, en Haïti, de ce qu'on appelle les enfants terribles de la République. Depuis les années 2000, ils tiennent la dragée haute au Pouvoir public du pays. Pas un gouvernement de cette période n'a confronté ces deux fils rebelles d'Haïti. De la présidence de Jean-Bertrand Aristide à celle de Jocelerme Privert, Guy Philippe et Arnel Bélizaire ont toujours été très mouvants et ont occupé périodiquement la

Une des médias. Si, depuis peu, l'ancien parlementaire fait profil bas après avoir été derrière les barreaux sous la présidence de Jovenel Moïse et avoir failli laisser sa peau dans une attaque sanglante au Bel-Air après sa libération sous le régime intérimaire dirigé par Ariel

Henry, l'autre rebelle, lui, n'en finit point de faire parler de lui.

Guy Philippe, en effet, est un cas particulier. Ses relations avec les autorités haïtiennes, selon les époques et les régimes en place, sont tout autant particulières. Il faut dire que l'ex-policier ne joue pas forcément sur le même terrain que Arnel Bélizaire. Si les deux se ressemblent physiquement, teint toujours jeune et beau garçon, la ressemblance s'arrête là. Leurs trajectoires, bien que tous les deux aient fait un passage dans les anciennes Forces Armées d'Haïti (FADH), sur le plan politique, en revanche, sont diamétralement opposés. Arnel Bélizaire avait choisi le camp politique lavalas, donc de l'ancien prêtre de Saint Jean Bosco, tandis que, Guy Philipe, le camp d'en face, la droite si l'on peut dire, et toujours opposé à Aristide devenu Président de la République. Pourtant, jamais les chemins de ces « rebelles » de la République ne se croisent.

Ils ne sont jamais au même endroit, non plus au même moment alors même qu'ils sont toujours remuants dans le paysage politique et institutionnel haïtien de ces dernières décennies. L'ascension de Guy Philippe va vraiment décoller vers les années 2000 avec le retour au pouvoir de Jean-Bertrand Aristide par une élection très contestée par l'opposition d'alors. Dès l'investiture du leader lavalas au Palais national, une coalition de partis politiques allait se mettre en place avec, pour seul objectif : le renversement du chef de l'Etat. Pendant ce temps, Arnel Bélizaire évolue dans le camp d'en face, parmi les lavalassiens purs et durs menant frontalement la résistance contre ce qu'on appelait à ce moment : la Convergence démocratique qui allait se transformer ou se noyer dans un conglomérat dénommé : Groupe des 184, une structure sociopolitique dirigée par l'homme d'affaires André Apaid Junior contre le Président Aristide, tout en s'embarquant dans un opération de boycott de la célébration du bicentenaire de l'indépendance d'Haïti.

Très vite, cette organisation baptisée GNB (Grenn nan Bouda) va prendre le dessus sur le gouvernement et allait acculer le chef de l'État à la défensive. Malgré une présence très visible sur le terrain et quelques actions violentes d'intimidations de la part des partisans et sympathisants lavalas dans la capitale et ses périphéries, ce fut la débandade pour le régime.

Et pour cause. Dès le début de la présidence, les oppositions se sont concertées et se sont mises d'accord pour créer, avec l'aide financière de l'Union européenne et de la France notamment, une branche armée pour mener une vraie guérilla urbaine contre le pouvoir issu du scrutin de

2000. Et c'est là que Guy Philippe va faire son entrée sur la scène politique et militaire. En conflit avec le Président René Préval depuis l'arrivée de celui-ci au pouvoir après le premier mandat d'Aristide en 1995, alors qu'il était Commissaire de police, anti-lavalas notoire, Guy

Philippe sera la personne sur qui le Groupe des 184 jetât son dévolu pour conduire l'offensive armée contre la présidence de Jean-Bertrand Aristide.

Une fois désigné chef de la rébellion armée, ce Commissaire de police Municipale de

Ouanaminthe, deviendra le chouchou de l'ensemble de la bourgeoisie, de toute l'oligarchie haïtienne. Rien ne lui sera refusé pour mener à bien sa mission qui consiste à renverser le pouvoir par les armes ; puisque, malgré les manifestations monstres organisées par les GNBistes, le Président demeura populaire et sembla indéboulonnable au Palais national.

Soutenu dans son entreprise de déstabilisation par le gouvernement américain qui joue double jeu dans cette affaire comme d'habitude, Guy Philippe sera financé, armé et équipé par la CIA depuis la République dominicaine, après plusieurs réunions et rencontres avec les dirigeants politiques de l'opposition et du Groupe des 184 à Saint Domingue. L'ancien Commissaire de

la PNH devenait, de fait, le leader incontesté et incontestable de ce mouvement armé des années 2001-2004, jusqu'au renversement et au départ pour l'exil du Président Aristide en février 2004, un mois après la célébration du Bicentenaire de l'indépendance.

Mais, le revers de la médaille ne tardera pas à faire surface. Une fois servi de bras armés au Groupe des 184 d'André Apaid Junior, Aristide refugié à Pretoria en Afrique du Sud, les

GNBistes et l'opposition en général rentrés à la maison, comme d'habitude, en laissant la place à un gouvernement intérimaire dirigé par le tandem - Gérard Latortue et Me Boniface Alexandre -, Guy Philippe sera abandonné par tous ses tuteurs étrangers et locaux. Durant toute la durée de la Transition, personne n'entendra parler de lui. Refugié dans le sud du pays dans un premier temps dans la ville des Cayes, habitant dans le quartier chic de Bergeaud, à l'entrée de la ville, Guy Philippe fait le mort. Entretemps, René Préval est de retour au pouvoir à Port-au-Prince en 2006. Nous sommes en 2007-2008 quand les ennuis vont commencer pour l'ancien chef de la rébellion militaire, celui qui était adulé par tous les oligarques et toute la classe politique haïtienne anti-Aristide, donc de la gauche révolutionnaire. Aujourd'hui encore, personne et même lui, sans doute, n'a jamais su pourquoi et par qui le mal était arrivé.

Un beau matin, pendant que Guy Philippe se reposait tranquillement dans sa villa à Bergeaud, une opération policière héliportée, à la manière d'un film Hollywoodien, ébranle le quartier, des agents du DEA (Drug Enforcement Administration) américains, de la BLTS (Bureau de Lutte contre le Trafic de Stupéfiants) haïtiens et d'autres unités spécialisées de la police nationale sont venus pour l'appréhender sous l'accusation de trafic de drogue et d'autres produits illicites. Informé, certainement, par des anciens collèges et camarades de l'institution et par des contacts au sein des Renseignements américains, Guy Philippe a eu le temps de s'échapper de justesse du coup de filet des autorités haïtiano-américaines. En bon stratège, il a pris immédiatement la RN No 7 en direction de Pestel, son village natal dans la Grande-Anse, où il allait installer définitivement sa base de repli qu'il va, au fil du temps, transformer en QG, quartier général pour ses activités politiques. Dans ce coin perdu du département de la Grande-Anse, coincé entre la mer et la montagne, Pestel, ce village verdoyant et frais, s'est révélé une forteresse imprenable pour les forces de l'ordre qui ont mené plusieurs raides sans succès pour l'appréhender.

Finalement, considéré comme un héros par la population du département et protégé comme une citadelle assiégée, les Pouvoirs publics haïtiens et américains le laissent tranquille pour un moment, le temps qu'ils trouvent une fenêtre d'opportunité pour mettre la main sur lui. Après ce coup d'éclat, Guy Philippe demeura terré dans ce village côtier où les fruits de mer sont en abondance tout en menant une vie de Pacha dans la commune. En 2010, en revenant de

Jérémie, on avait fait un crochet par Pestel, où il nous avait reçus librement, chez lui, dans une maison ombragée, entouré seulement de quelques fidèles et de sa garde de sécurité. Survint l'élection de Michel Martelly en 2010 et son investiture au mois de mai 2011 au Palais national. Politiquement, il se sentit plus confortable avec cette Administration dont le Président lui-même traîne quelques casseroles, néanmoins, grand ami des américains qui lui a favorisé son élection à la présidence de la République aux dépens de la constitutionnaliste et professeure des Universités, Mirlande H. Manigat.

Timidement, Guy Philippe commença à sortir la tête dehors en faisant de temps à autre quelques escapades dans la capitale en tâtant le terrain politique histoire de voir si ses anciens amis l'ont vraiment abandonné après l'avoir trahi. Sans faire de vague, il s'auto-réhabilite mais avec un sentiment d'injustice pour ce qu'il avait réalisé pour la classe politique traditionnelle et les oligarques de Port-au-Prince. Le gouvernement de Martelly, peu regardant, surtout le chef de l'Etat, ancien GNBiste lui-même, commençait à avoir ses propres problèmes avec, justement, l'opposition, celle-là même que lui aussi, avait soutenue au bon vieux temps du Groupe des 184 et de la lutte armée sous le commandement de Guy Philippe contre Aristide. L'ex-Commissaire de Police de Ouanaminthe regarde tout ça de loin. Il ne prend pas partie. Tout au moins, il reste silencieux et se méfie de plus en plus des grands chefs politiques de la capitale. Il sait et se souvient de quoi ils sont capables. Ils l'ont utilisé puis l'ont mis à la poubelle comme une serviette jetable avant de le livrer aux américains pour trafic de cocaïne.



L'ex- député Arnel Bélizaire

Alors, l'ancien policier fait le dos rond. Pourquoi ? Il a un projet. Une ambition ! Il veut devenir sénateur de la République et représenter ses concitoyens de la Grande-Anse qui ne l'ont jamais trahi ni abandonné. Mieux, ils l'adulent. De son repli de Pestel, il noue amitié avec des politiciens régionaux, locaux et des notables de la région capables de financer sa campagne électorale. Discrètement, il adhère au groupuscule politique, Consortium, un petit parti politique satellite de la formation présidentielle, PHTK (Parti Haïtien Tèt Kale). Il est candidat au poste de sénateur de la République aux élections générales de 2014. Jusqu'à la fin du processus électoral qui a duré près de quatre années, en dépit des péripéties politiques de ses amis, Guy Philippe ne s'est jamais inquiété pour son élection. Mais, avant cette élection, l'enfant terrible de la République a eu une grosse frayeur à la fin de la présidence provisoire de Jocelerme Privert. (A suivre)

Haiti on the Brink



Demonstrators demanding that Ariel Henry step down skirmished with cops on Jan. 30 in Petit Goâve



Hundreds of demonstrators marched through Petit Goâve on Jan. 30, demanding Ariel Henry resign

by Kim Ives

Never have revolutionary conditions in Haiti been so favorable.

The government of de facto Prime Minister Ariel Henry is completely illegitimate, ineffective, and unpopular. The U.S. empire is preoccupied and overextended in contending with crises in Ukraine, Israel, Palestine, and Yemen. Conflict with Iran, Lebanon, or China may erupt at any moment.



Speaking in Kreyòl, Spanish, and English from his base in southern Haiti, Guy Philippe regularly broadcasts, on Youtube and his website, messages to Haitians and foreigners, like this one on Jan. 21 to the people of Kenya



Jeantel Joseph, who the BSAP militia, was fired by PM Ariel Henry on Jan. 23 but refuses to accept his dismissal

But, above all, the Haitian masses are fed up, hungry, angry, and ready to begin down the rocky road of revolution, by all indications. In other words, Haiti's "subjective conditions" are ripe.

To start with, last Fri., Jan. 26 delivered two huge legal defeats to the U.S. empire.

The first was the ruling by the United Nations' International Court of Justice (ICJ) in favor of South Africa's case that Israel was committing genocide with its unrelenting assault on Gaza, which has killed close to 30,000 Palestinians, mostly women and children. Haitians took note that the tide appears to be turning in such international bodies which Washington has long controlled.

But the second legal defeat was the ruling by Kenya's High Court that Kenyan police could not be constitutionally deployed to lead the Washington-devised Multinational Security Support Mission (MSS) to Haiti, endorsed by the UN on Oct. 2, 2023.

Kenyan President William Ruto said he will appeal the ruling, which was over three months in coming, to Kenya's Appeals Court and even the Supreme Court. So at the very least, the Kenyan cops will not be deployed anytime soon, if ever.

After the ruling, MSS participant Bahamas also demobilized, with National Security Minister Wayne Munroe saying that his troops will not be deployed until the Bahamian government knows exactly what its soldiers would do in Haiti.

The U.S. Embassy in Haiti put on a brave face, issuing a statement that its "commitment to the Haitian people remains unwavering" as well as its support for its foundering MSS project.

However, the de facto government which asked for the MSS may soon be supplanted by a new revolutionary government, which would surely retract the request.

On Tue., Jan. 30, Henry asked the High Council for the Transition (HCT) – which formally guides the nation – and its titular leader, former First Lady and presidential candidate Mirlande Manigat, for a meeting at noon. The body refused the request.

To make matters worse, there is a good chance that Guy Philippe, the former "rebel" leader and senator-elect who just spent seven years in U.S. jails, will finally arrive in Port-au-Prince this week, perhaps as early as Jan. 31. Since his repatriation to Haiti in November, Philippe has been calling for revolution, organizing a militia, exhorting Haitians in rallies around the country and on social media platforms to rise up against "the system" and oust Ariel Henry, and to fight against "imperialism" and the MSS's deployment. In response, a growing number of demonstrations, strikes, barricades, and civil disobedience actions have gripped Haiti.

That movement has garnered the support of former President Jean Bertrand Aristide's Lavalas Family party, with its current leader, Dr. Maryse Narcisse, last week telling Le Nouvelliste: "Fanmi Lavalas is listening and remains in solidarity with the demands of the population who are demanding profound changes expressed by the "chavire chodyè" [overturn the pot] reflecting their desire to break with this system based on bad governance, social injustices, corruption, and programmed insecurity."

In addition, former Lavalas Senator Moïse Jean-Charles' breakaway party, the Children of Dessalines (Pitit Desalin), has held large rallies in the northern city of Cap Haïtien, to express his support for the growing people's movement and calling for five days – from Feb. 1-5 – of demonstrations, mobilizations, and other actions, not excluding violent ones, to oust PM Henry.

Almost the entire political class has fixed Feb. 7 as the deadline by which Henry must step down, because he promised as much when his government launched the HCT on Dec. 21, 2022. Now almost all of Haiti and its diaspora, including long silent figures like celebrity musician Wyclef Jean, are calling on him to resign.

But Henry appears to be retrenching and even pouring gasoline on the fire.

On Jan. 23, 2024, the official government journal Le Moniteur announced the firing of Jeantel Joseph as the Environment Ministry's National Agency for Protected Areas (ANAP) director general, who directs the agents of the Protected Areas Surveillance Brigade (BSAP).

In recent months, BSAP has grown from a few dozen agents to become a large militia of over 15,000 troops, and, according to some estimates, perhaps two or three times that number.



"Don't support Guy Philippe, but support the people in this battle, because Haiti has to get out of this mess." Sherlson Sanon speaking on Radio Tele Eclair on Jan. 19, 2024.

"In the Southeast Department alone, there are 20,200 BSAP members," an unofficial BSAP spokesman told *Haïti Liberté.* There are ten regional departments in Haiti.

The BSAP troops, which in videos can be seen assembling in formation in towns across Haiti ranging from the cruise ship destination Labadee in the north to the dusty Central Plateau town of Lascahobas, are not loyal to Ariel's government but to Jeantel Joseph personally.

"BSAP is still a coherent force under Jeantel," said a source who works closely with Joseph.

Joseph rejects his dismissal, saying he was appointed to the post by President Jovenel Moïse and can only be removed by a Presidential decree, not that of a de facto Prime Minister.

Although most of the BSAP troops are unpaid, unarmed, and minimally trained, they are procuring

continurd on p(14)

Maude Leblanc, Haïti Progrès' Director, Has Died



Maude Leblanc, the weekly Haïti Progrès' director was "a dedicated and loving woman... [who] never gave up and brought strength and dynamism to all those around her."

by Kim Ives

Marie Maude Leblanc, the longest serving member of the socialist weekly *Haïti Progrès,* died of lung and brain cancer on Jan. 25, 2024 at the age of 69.

Born Aug. 31, 1954 in Port-au-Prince, she spent most of her life living outside of Haiti but always devoting herself to radical social change in her home country.

The eldest child of Leonvil Leblanc, one of Haiti's foremost union leaders in the 1960s, she developed as a child a sharp understanding of political dynamics, having to flee Haiti at the age of 10 with her mother and two younger siblings to the Dominican Republic, to which her father had fled a year earlier.

There she lived through the April to September 1965 U.S. Marine invasion of the country, domiciled in the very Santo Domingo neighborhood where the heaviest and deadliest fighting took place. She used to describe to her *Haïti Progrès* co-workers how a cease-fire would be called midday during the war. She with her family and neighbors would venture out into the bullet-ridden streets, circumnavigating dead bodies and buildings' rubble, to gather food and water. An hour later, a whistle would blow, and fighting would resume.

Such experiences and her father's activism surely forged the steely side of her character, while her always religious and ebulliently cheerful mother, Lamericie Leblanc, likely brought forth her upbeat, encouraging, nurturing side, which made the rigors of working at a cash-strapped, radical Haitian weekly that much easier for her comrades to endure. Her quick, melodious laugh, thoughtful advice and insights, and Sylvio Rodriguez playlists made her the "poto mitan" (center pillar) of *Haïti Progrès'* New York office for most of 40 years.

After spending three years without her parents at a Catholic boarding school in the DR, Maude with her siblings traveled to New York in the early 1970s to be reunited their parents.

She attended Hunter College, where she became active in the CUNY-wide Association of Haitian Students and teaching ESL classes to Haitian immigrants at St. Matthew's Catholic Church on Eastern Parkway in Brooklyn.

The late 1970s and early 1980s was a heady period for progressive Haitians. The Duvalier dictatorship was beginning to crumble, and most students became caught up in the political fervor of the time.

Maude was recruited into the Haitian Liberation Movement (MHL), led by Ben Dupuy, a dynamic communist revolutionary who died in April 2023. She was part of a progressive student movement called *Idées,* helped found the Association of Haitian Workers (ATH), and then in 1983 the weekly *Haïti Progrès*, where she spent hundreds of hours typing up articles on a giant, noisy typesetting machine, working in close collaboration with Dupuy and French school-teacher Jeanie Loubet, whose trenchant, elegant writing defined the muck-raking "*Journal qui offre une alternative*." She also did many of the voice-overs in the award-winning 1983 film *Bitter Cane*, produced by some of her *Haïti Progrès* comrades.

For the next four decades, Maude worked mostly in Brooklyn, NY, with occasional stints in Haiti, producing the weekly.

During that time, she suffered numerous trials and losses. In 1995, Jeanie Loubet and former political prisoner Jacques Magloire left *Haïti Progrès*. In 2006 and 2007, several *Haïti Progrès* writers left the paper to start another weekly, *Haïti Liberté*. In 2012, Maude and her life companion and soul mate, Georges Honorat, politically broke with Dupuy, expelling him from *Haïti Progrès* and the National Popular Party (PPN). A year later, in 2013, a gunman on a motorcycle fatally shot Honorat in front of his home in Port-au-Prince in what was likely a political, but still unsolved, assassination. A year later, in 2014, Harry Numa, another former PPN leader and dear friend, drowned after his car fell in a river in Jérémie at night.

Despite such body blows, Maude soldiered on, producing the paper with writers in the U.S. and Haiti.

However, in late 2023, years of relentless chain-smoking caught up with her, although she quit cigarettes almost a decade ago. She was diagnosed with stage 4 lung cancer, which then spread to her brain.

Fluent in four languages, a lover of mystery novels, and a gifted event organizer, Maude's bubbly yet thoughtful personality combined with her competence and persistence to make her an extraordinary leader, despite her modest and retiring ways. Above all, her undying commitment to and sacrifice for radical social change allowed her to become one of the giants of her generation's political actors.

In a Jan. 30 press release, *Haïti Progrès* wrote that: "A dedicated and loving woman, she was the heart, support, and balance of the entire team. Showing great optimism, she never gave up and brought strength and dynamism to all those around her."

The obituary her family produced states that Maude's sister-in-law interviewed her in 2009. Maude described her journey as "years of intellectual learning, but there's the actual experience of living it as much as possible, because it all comes down to: from each according to their ability, to each according to their need."

She is survived by her brother Myrthon (Milton) and sister Marie France (Francia),

sister-in-law Nadine, as well as numerous nieces, nephews, and grand-nieces and grand-nephews.

A viewing and service will be held on Fri., Feb. 2, 2024 beginning at 10 a.m. at the Frank R. Bell Funeral Home 536 Sterling Place in Brooklyn, NY 11238. Tel. 718-399-2500.

In Haiti, a memorial will be held the same day at the Galata Inn hotel, 57 Rue Capois in Port-au-Prince at 10 a.m..

ARGENTINE : FORT SOUTIEN INTERN



Manifestations monstres en Argentine contre les réformes ultralibérales du nouveau gouvernement

Fort soutien international à la grève générale et aux mobilisations rejetant les mesures de Milei.

Les organisations sociales et syndicales des Argentins à l'étranger, avec le soutien de citoyens et d'entités d'autres pays, ont manifesté dans plusieurs villes du monde pour soutenir la grève nationale et les protestations contre la loi omnibus et le DNU de Javier Milei. Les événements de solidarité ont eu lieu en Italie, en France, en Espagne, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Suède, aux Pays-Bas et en Belgique, entre autres pays. En Amérique latine, des mobilisations ont été convoquées en Uruguay, au Brésil, au Mexique, au Paraguay, au Chili et en Bolivie.

Le réseau international Argentina no se Vende a organisé un « cacerolazo international » contre les mesures de Milei dans des villes comme Berlin, Barcelone, Madrid, Paris, Toulouse, Bruxelles et d'autres. A Londres, la manifestation - convoquée par la Campagne de solidarité avec l'Argentine - a eu lieu au siège de la Fédération internationale des ouvriers du transport, un syndicat qui a exprimé son soutien à la grève : *« Leur combat est notre combat ».*



Protestations contre la loi omnibus et le DNU de Javier Milei

A Rome, une centaine de personnes se sont mobilisées devant l'ambassade nationale, devant la célèbre Plaza del Esquilino, pour soutenir la grève, en défense de la démocratie et contre les mesures antipopulaires prises par le président Milei. De nombreux membres des deux centrales syndicales italiennes les plus importantes, la CGIL (Confédération générale italienne du travail) et l'UIL (Union italienne du travail), étaient présents, agitant leurs propres drapeaux, mais aussi des Argentins qui brandissaient des pancartes à fond bleu clair et blanc et des phrases comme « Non à la loi omnibus », « L'Argentine n'est pas à vendre », « Non à la réforme du travail », « 24 grève générale ». Les représentants syndicaux italiens portaient des banderoles sur lesquelles on pouvait lire « Grève générale. « Sosteniamo lo sciopero in Argentina » (nous soutenons la grève en Argentine).

Rome n'est pas la seule ville italienne où ont eu lieu des manifestations de soutien à la lutte en Argentine : une autre similaire a eu lieu devant le consulat national de Milan (Italie du nord), comme l'a rapporté à Página/12, le responsable des relations internationales de la CGIL, Nicoletta Grieco.





Concentration à la porte du consulat d'Argentine à Barcelone en soutien à la #Grève Générale d'Argentine contre le DNU, la Loi Omnibus et le protocole anti-piquetage



Mobilisation à Paris en solidarité avec les travailleurs argentins

« Très dangereux »

« Nous sommes ici, en tant que CGIL, pour apporter un soutien concret aux centrales syndicales argentines qui réclament la démocratie dans une phase très délicate que traverse le pays », a déclaré au journal Pino Gesmundo, secrétaire national de la CGIL. Il est nécessaire que nous contribuions tous. « *On ne peut pas limiter les espaces de démocratie, comme c'est le cas en Argentine.* »

Nicoletta Grieco a souligné : *« Nous pensons qu'il est important de faire la grève et aussi cette manifestation pour défendre les travailleurs contre les mesures d'extrême droite, non seulement en Italie mais dans le monde entier. Malheureusement, l'extrême droite est un germe qui se propage de manière très dangereuse et qui doit être combattu au niveau international et de manière unitaire.* » Grieco a déclaré que la CGIL est le coordinateur d'un réseau international antifasciste qui a été créé dans le monde entier après l'attaque contre le siège de la CGIL à Rome en 2021. « *Pour faire face à la propagation de politiques économiques extrêmes au niveau international. Le droit est le seul moyen de combattre efficacement* », a-t-il souligné.

Selon Jorge Ceriani, du groupe des Argentins en Italie pour la Mémoire, la Vérité et la Justice, l'événement de Rome cherchait à exprimer *« sa solidarité avec les mobilisations qui ont lieu en Argentine. Il s'agit d'une épreuve de force dont le gouvernement argentin sortira meurtri. La grande expérience historique de l'Argentine s'appuie sur le mouvement syndical. Le mouvement syndical argentin a été protagoniste de nombreuses expériences importantes et représente le peuple tout entier.»*

Enrico Calamai, l'ancien con-

NATIONAL À LA GRÈVE GÉNÉRALE !



À Bruxelles : mobilisation en solidarité avec le peuple argentin



Solidarité du Panama avec le peuple argentin devant l'ambassade d'Argentine au Panama





À Berlin

sul italien en Argentine pendant la dictature qui a sauvé plus de 500 personnes des persécutions militaires, a également souhaité être présent sur la Plaza del Esquilino. « *Ce qui se passe en Argentine est une tragédie* », a-t-il déclaré à Página/12. C'est une énorme erreur que, pour sortir du gouffre, le pays doive s'enfoncer toujours plus. L'espoir est qu'il y ait une réaction, une réaction pacifique, qu'il n'y ait pas de bagarres, qu'il n'y ait pas de prisons, qu'il n'y ait pas de violence de la part des autorités qui, paradoxalement, ont accédé au pouvoir démocratiquement. J'espère que le bon sens finira par triompher, même si cela nécessitera de nombreuses épreuves de force.»

Lettre à Milei

Les confédérations syndicales italiennes entretiennent d'« excellentes relations » avec les confédérations ouvrières argentines, a déclaré Grieco. Et c'est pour cela qu'ils ont décidé de présenter une lettre à l'ambassade d'Argentine. Le nouvel ambassadeur n'a pas encore été nommé, c'est pourquoi la lettre, adressée à Milei, a été remise à l'un des responsables provisoires de ce siège diplomatique, le conseiller Patricio Pupi, qui l'enverra au président.

Dans la lettre, les syndicalistes soulignent qu'ils soutiennent « la grève nationale convoquée par les centrales syndicales CGT, CTA-T et CTA-A en rejet du décret de nécessité et d'urgence (DNU) et du projet de loi omnibus qui violent les principes de répartition des pouvoirs, principes démocratiques et bon fonctionnement des institutions (...) Nous, en tant que centrales syndicales CGIL-UIL, exprimons notre profond rejet des mesures que le gouvernement a imposées à la classe ouvrière et aux syndicats, en plus de créer un précédent de une violation flagrante des droits du travail, sociaux et syndicaux. Quoi qu'il arrive avec la grève, a conclu Grieco, « si les travailleurs argentins ont besoin de notre soutien, ils peuvent compter sur nous ».

À Barcelone, la gauche syndicale et politique catalane et la communauté argentine ont organisé deux rassemblements. Des syndicats comme l'Intersindical Alternativa de Catalogne, des groupes communautaires argentins comme la Marea Verde de Catalogne ou le Casal Argentino de Barcelone et des groupes politiques comme le CUP, le Courant Révolutionnaire des Travailleurs - qui fait partie du même courant international que l'Argentine Le PTS, ou Lutte Internationaliste, a appelé à un rassemblement pour soutenir la lutte contre l'attaque historique de Milei et son orientation autoritaire.

La #generalparole argentine ajoute du soutien dans le monde entier. Des actions comme celle de Berlin sont reproduites dans plusieurs pays.

Solidarité avec le peuple argentin qui mène une bataille contre le NÉOFASCISME Depuis le Panama, nous accompagnons leur combat Pique-nique à l'ambassade d'Argentine au Panama

Résumé latino-américain 24 janvier 2024



À Rome, Italie

La révolution selon Lénine !



Vladimir Illich Oulianov, dit Lénine

Par Bruno Guigue

Vladimir Illich Oulianov, dit Lénine, est mort il y a un siècle. Si son empreinte dans l'histoire fut aussi décisive, c'est parce qu'il a su démêler l'écheveau d'une situation historique inédite, riche de promesses révolutionnaires.

Voir loin, très loin, n'est pas donné à tout le monde. Au lendemain de la révolution de 1905, Lénine comprend que la période de réaction politique qui a suivi l'écrasement de la Commune arrive à son terme. Conscient de l'inéluctabilité de la guerre impérialiste, il est l'un des rares à voir clair dans une brume crépusculaire : celle de l'époque où se consument les derniers feux de la civilisation bourgeoise. Il a la conviction que le grand carnage va ruiner le prestige d'une Europe qui a renié ses valeurs. Théoricien de l'impérialisme, il procure son intelligibilité à un processus qui est toujours à l'œuvre dans le monde qui est le nôtre. Ses analyses sur « la domination de l'oligarchie financière », sur « l'asphyxie financière » que subissent les pays pauvres de la part des créanciers internationaux, sur la « prépondérance croissante du capital financier dans l'économie mondiale », sur la formation de ces « puissants trusts internationaux ignorant les frontières », sur la division fondamentale de l'espace mondial entre les grandes nations développées à vocation « impérialiste » et les pays « coloniaux ou semi-coloniaux » assujettis à la domination économique des puissances prédatrices : autant de descriptions qui conservent un étrange parfum d'actualité.

Le chef bolchevik a compris avant tout le monde que la Grande Guerre n'est pas une guerre comme les autres : c'est le chaudron bouillonnant dans lequel les apprentis-sorciers de l'impérialisme ont préparé la tragédie du XXe siècle. Avec le traité de Versailles, ils ont amorcé une bombe à retardement dont l'explosion embrasera les cinq continents. C'est pourquoi, dans le grand carnage de 14-18, Lénine voit une promesse tout autant qu'un accomplissement. Il y décèle les signes du futur en même temps que l'empreinte d'un passé révolu. Le rejet de la guerre impérialiste renvoie à l'Occident l'image repoussante de sa compromission avec la barbarie militariste. Mieux encore. Lénine convertit cette révolte contre la grande boucherie en stratégie révolutionnaire : en luttant contre la guerre, il agite le spectre de la fin imminente du régime bourgeois. Ce que la classe dominante ne lui pardonnera pas, ce n'est pas seulement d'avoir dit non à la guerre, c'est d'y avoir trouvé le moyen de son propre renversement.

Car cette guerre est « une guerre impérialiste, réactionnaire et esclavagiste ». Elle est impérialiste, parce qu'elle a son origine dans l'affrontement des grandes puissances pour la conquête des marchés. Elle est réactionnaire, parce qu'elle vise à asservir toutes les nations du globe au capitalisme occidental. Elle est esclavagiste, en ce qu'elle veut étendre et consolider l'esclavage des colonies. En portant au paroxysme les contradictions du capitalisme mondial, la guerre impérialiste crée les conditions de son dépassement. « Nous avons le devoir de dire : la société capitaliste a toujours été et demeure en permanence une horreur sans fin. Et si maintenant la guerre actuelle, la plus réactionnaire de toutes les guerres, prépare à cette société une fin pleine d'horreur, nous n'avons aucune raison de tomber dans le désespoir ».

Guerre mondiale, guerre totale, en effet, elle annonce le crépuscule de la civilisation bourgeoise. Elle en révèle crûment la part d'ombre en donnant libre cours au déchaînement mortifère des passions chauvines. Avec le crépuscule de la civilisation européenne, Lénine pronostique l'inéluctabilité de la tourmente révolutionnaire. Si elle inaugure la série des grands massacres du XXe siècle, c'est parce qu'elle allie, pour la première fois, la conscription universelle et la technologie industrielle. Si la Grande Guerre ouvre la voie à la révolution prolétarienne, c'est parce qu'elle prononce la déchéance de l'humanisme occidental. Parce qu'elle vaut confirmation de l'hypocrisie bourgeoise, elle annonce la disparition imminente de la civilisation dont elle est le ressort.

Mais lorsque Lénine convertit son refus de la barbarie en stratégie révolutionnaire, peu nombreux sont ceux qui suivent son exemple. En Allemagne, en France et en Russie, dans leur immense majorité, les socialistes de la IIe Internationale ont voté les crédits militaires. Ils ont renié leur engagement du « Manifeste de Bâle », adopté en 1912 par le Congrès socialiste international contre la guerre. Adhérant à l'« Union sacrée », ils jouent leur partition dans le grand concert belliciste. Incapables de comprendre la nature du conflit, ils prennent la responsabilité devant l'histoire d'en faire avorter la promesse révolutionnaire. En se ralliant à l'impérialisme, ils pactisent avec le régime bourgeois au moment où l'horreur de la guerre révèle sa véritable nature.

« *Le caractère réactionnaire de cette guerre, le mensonge éhonté de la bourgeoisie de tous les pays, qui dissimule ses visées de brigandage sous le manteau de l'idéologie nationale, suscitent nécessairement des tendances révolutionnaires au sein des masses. Notre devoir est de les aider à prendre conscience de ces tendances, de les approfondir et de leur donner corps. Seul le mot d'ordre de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile exprime correctement cette tâche* ». Écrit en 1915, ce texte fournit l'équation de la stratégie léniniste : la crise mondiale du capitalisme plus la volonté agissante du prolétariat. Mais le mot d'ordre de la guerre civile suggère aussi que l'acuité de la crise rend nécessaire le déclenchement immédiat des hostilités avec la bourgeoisie. La situation inédite créée par la guerre impérialiste, son prolongement inattendu, les signes avant-coureurs d'une révolte populaire, tout concourt à condamner le compromis avec les gouvernements bourgeois. .

Le bolchevisme s'est adossé, dès l'origine, au refus obstiné de cette barbarie à l'âge industriel qu'inaugure la Grande Guerre. Il récuse d'un même élan la guerre impérialiste et ses justifications contradictoires. Il fustige la prétention à dire le droit au même titre que l'affirmation de la force brute. Il renvoie dos à dos les bellicistes de 1914, futures victimes ou futurs profiteurs du nouveau partage impérialiste de Versailles. A cet égard, il fait notablement exception dans son propre camp. Et ce refus de la barbarie moderne, à l'orée du siècle, marque la renaissance du communisme.

Car la guerre impérialiste est l'électrochoc qui va faire vaciller la Russie des Tsars. Le vieil empire est une monarchie de droit divin où une caste de propriétaires fonciers règne en maître, avec la bénédiction des popes, sur une masse rurale analphabète. Mais il est aussi le théâtre d'une expansion capitaliste qui concentre dans les grandes villes un prolétariat surexploité. Butte témoin du Moyen Âge qui se dresse de façon anachronique à l'aube du XXe siècle, la Russie tsariste incarne aussi la pointe avancée du développement industriel moderne. L'asservissement colonial des nations allogènes, enfin, annonce l'éclatement de cette « prison des peuples ». C'est cette accumulation inouïe de contradictions, exaspérées par la guerre totale, qui fait de la Russie « le maillon le plus faible » de la chaîne des États impérialistes.

Situation paroxystique qui contribue, face à la crise du régime, à désarmer les classes dominantes. La lutte des classes s'exaspère en leur sein avec autant de violence qu'entre les classes dominantes et les classes dominées. L'aristocratie terrienne se cramponne au régime de droit divin tandis que la bourgeoisie libérale réclame des garanties constitutionnelles. Hésitante et versatile, la petite bourgeoisie oscille entre le réformisme démocratique et le populisme révolutionnaire. Sur ce baril de poudre, le déchaînement de la guerre impérialiste fait l'effet d'une flammèche. En retard séculaire sur le reste du monde capitaliste, la Russie des Tsars est la caisse de résonance de la crise mondiale. Postée à son avant-garde, elle sera aussi l'épicentre du séisme révolutionnaire.

Le développement du prolétariat urbain témoigne, à sa manière, de l'originalité de la situation russe parmi les États impérialistes. Le développement accéléré d'une industrie de pointe, en effet, y recourt à des capitaux à forte majorité étrangère. Financée par les banques occidentales, l'industrialisation de l'Empire des Tsars au début du siècle reflète l'inégalité de développement entre l'Europe développée et la Russie arriérée. Les capitalistes occidentaux y font main basse sur une économie en voie de développement qui, de ce fait, associe la technologie la plus avancée et l'état social le plus rétrograde. La profonde arriération de la Russie favorise alors la formation rapide d'une classe ouvrière que ses conditions d'existence, dramatiquement aggravées par la guerre, vont jeter dans les bras de la révolution. Prévue de longue date par les marxistes, l'apparition tardive du prolétariat urbain procure à la révolution sa masse de manœuvre. Mais le retard de la Russie lui offre aussi son état-major : condamnée par la répression tsariste à la déportation ou à l'exil, l'élite de l'opposition a eu l'occasion d'y mûrir sa conscience révolutionnaire.

La conception léniniste du parti, en réalité, est la conséquence inévitable d'un régime absolutiste et policier. Le « centralisme démocratique » correspond aux conditions de fait de l'action politique, il est dicté par l'archaïsme de la Russie, imposé par la nature même du combat révolutionnaire dans un pays au retard séculaire. Par leur surgissement même, les soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats refléteront aussi le poids de cet archaïsme. Surgis des décombres d'un tsarisme agonisant, ils occupent l'espace laissé vacant par l'effondrement d'un régime d'oppression ancestral. Organisation spontanée des masses ouvrières et paysannes, leur apparition ne résulte nullement, en 1905 puis en 1917, d'un plan concerté des organisations révolutionnaires. Spontané, le phénomène soviétique manifeste l'irruption soudaine des couches populaires sur la scène politique. Il irrigue tous les domaines de la vie collective à la faveur de l'effondrement d'un système issu des ténèbres médiévales.

L'opposition socialiste en Russie n'a pas le choix entre l'action à visage découvert et l'action clandestine : la première lui est tout simplement interdite par la police tsariste. Si Lénine préconise la création d'un parti clandestin, professionnel et centralisé, c'est parce que les conditions objectives de la lutte politique l'exigent. Aussi les traits de l'organisation révolutionnaire sont-ils fixés par l'instinct de survie, et non par la volonté de puissance. Il est frappant de voir que l'organe de la révolution, sous Lénine, applique une discipline de fer, mais répugne au dogmatisme idéologique. Il pratique la libre discussion interne, sans méconnaître pour autant les contraintes de l'action clandestine et les exigences de la lutte révolutionnaire.

Le débat sur l'organisation politique, en réalité, révèle une opposition plus fondamentale : il oppose les deux tendances du marxisme russe à propos de la révolution à venir. La supériorité de Lénine sur ses rivaux révolutionnaires ne tient pas seulement à l'efficacité de l'organisation bolchevique, mais surtout à l'exactitude de son pronostic sur la révolution future. Car il a compris que la guerre impérialiste ne pouvait manquer de précipiter la crise du tsarisme. Dans l'embrasement d'août 14, il voit le signe avant-coureur d'une révolution inédite. Avec la guerre, dit-il, Nicolas II a fait son plus beau cadeau à la révolution. Mais c'est parce qu'elle exaspère ces contradictions dont Lénine a su déceler la formidable accumulation. Là où les mencheviks voient les prémices d'une révolution bourgeoise, Lénine entrevoit la promesse d'une révolution socialiste. Ils conçoivent les soviets comme un contre-pouvoir destiné à équilibrer l'influence de la bourgeoisie, tandis qu'il y discerne le poste avancé d'un prolétariat voué à conquérir le pouvoir.

Quand les mencheviks se rallient à l'union sacrée, en août 1914, Lénine dénonce leur trahison : non seulement par aversion pour le chauvinisme, mais en vertu d'une prescience de l'avenir. Ses adversaires ont les yeux rivés sur l'immédiat, tandis qu'il voit loin. C'est pourquoi, face à la tourmente révolutionnaire de 1917, les mencheviks se contentent de suivre le mouvement, tandis qu'il l'anticipe. Au cœur de la mêlée d'Octobre, il est actif, tandis que ses adversaires sont réactifs. Le génie propre de Lénine, c'est cette longueur d'avance dont il bénéficie par intelligence politique. Au lendemain de la révolution avortée de 1905, les mencheviks affirment qu'il faut s'abstenir de toute initiative et se contenter d'aider la bourgeoisie à accomplir sa révolution. A l'inverse, Lénine dénie à la bourgeoisie russe la capacité de créer une république démocratique. Il assigne au prolétariat une tâche historique que les conditions exceptionnelles créées par la crise impérialiste rendront possible. Avec « la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie », son mot d'ordre des années d'avant-guerre, Lénine suggère la nécessité d'une fusion entre les deux étapes du processus révolutionnaire : l'étape démocratique et l'étape socialiste.

Ce pressentiment, la crise mondiale ouverte par la guerre impérialiste le confirme avec éclat. En soumettant à l'épreuve du feu les partis révolutionnaires, elle scelle le sort d'une démocratie bourgeoise incapable d'accomplir sa tâche. Car si la révolution démocratique ne dure que six mois, de février à octobre 1917, c'est d'abord parce que ses dirigeants l'ont condamnée. En poursuivant la guerre aux côtés des Alliés, le gouvernement provisoire s'est mis dans l'obligation suicidaire d'ajourner les réformes réclamées par les masses ouvrières et paysannes. Porté au pouvoir par une révolution populaire, il commet l'erreur de rejeter ses revendications les plus pressantes : le partage des terres pour les paysans, la fin de la répression pour les ouvriers, la paix immédiate pour les soldats. Ce retard de la bourgeoisie sur la conscience des masses lui sera d'autant plus fatal que les « Thèses d'avril » de Lénine, au même moment, mettent le bolchevisme au diapason des exigences populaires.

Lors du sixième congrès du parti, qui se tient au mois d'août 1917 dans la clandestinité, en l'absence de Lénine, seul Staline ose défendre la thèse de la prise du pouvoir. Mais le putsch avorté du général Kornilov en septembre discrédite le gouvernement et réhabilite les bolcheviks dont la résistance au coup d'État militaire a sauvé la révolution. La bolchevisation des soviets d'ouvriers et de soldats progresse à grands pas, et Trotski est réélu président du soviet de Petrograd. Au sein du mouvement des comités d'usine, les militants adhèrent au radicalisme bolchevique. La révolte populaire gronde dans les campagnes où les paysans, en s'emparant des grands domaines, appliquent sans le savoir le programme des bolcheviks. Partout, dans l'Empire, les nationalités opprimées entrent en rébellion et répondent à l'appel de Lénine, seul dirigeant révolutionnaire à leur reconnaître le droit de sécession. Mis au ban de la société par la répression au lendemain des journées de juillet, les bolcheviks sont majoritaires, dès septembre, dans les soviets de Petrograd et de Moscou.

La classe ouvrière a créé ses propres organisations dont les militants, obscurs sans-grade de la révolution, se battent pour les huit heures, pour le contrôle ouvrier, pour la fin de la guerre. Un mouvement spontané qui, depuis les grandes villes, fait écho à cette occupation des terres qui conduit à l'affrontement avec les grands propriétaires. Ce sont les soldats, pourtant, qui vont jouer le rôle décisif dans la phase finale de la révolution d'Octobre. Kerenski comptait sur le soutien de l'armée, mais les paysans-soldats basculent en masse dans le camp révolutionnaire. Ralliés à l'insurrection par la propagande bolchevique, les régiments de Petrograd prennent d'assaut le Palais d'hiver tandis que les Cosaques, indifférents au sort du gouvernement, se murent dans leurs casernes. Seul entre tous, Lénine a compris que le mouvement paysan se radicalisait à l'extrême et que l'exaspération des soldats, paysans sous l'uniforme, était parvenue à son paroxysme.

C'est pourquoi il exige avec tant d'insistance que soit fixée à l'avance la date de l'insurrection. Là encore, sa lucidité politique vaut à Lénine une longueur d'avance sur ses camarades. Il sait que le parti est majoritaire dans la classe ouvrière, que les soldats sont prêts à le rejoindre, et que les paysans en réalisent déjà le programme. De son exil finlandais, il ne cesse d'envoyer au comité central lettres et articles appelant à l'insurrection. Il condamne le « légalisme révolutionnaire » des dirigeants bolcheviks échaudés par l'expérience des journées de juillet. Les 12 et 14 septembre, il adresse deux lettres explicites : « Les bolcheviks doivent prendre le pouvoir » et « Marxisme et insurrection ». A ses yeux, il n'y a pas l'ombre d'un doute : dès lors qu'ils ont la majorité dans les soviets de Moscou et Petrograd, « les bolcheviks peuvent et doivent prendre le pouvoir ». En proposant une paix immédiate et en donnant la terre aux paysans, « les bolcheviks établiront un gouvernement que personne ne renversera. Car il serait naïf d'attendre une majorité formelle, aucune révolution n'attend ça... L'Histoire ne nous le pardonnera pas si nous ne prenons pas maintenant le

suite à la page(16)

Il a fallu 200 jours à Lumumba pour devenir une légende dans la lutte contre l'exploitation occidentale



Le Premier ministre du Congo Kinshasa Patrice Lumumba

Par Sergei Karamaev

Il y a soixante-trois ans, le premier Premier ministre d'un Congo indépendant, Patrice Lumumba, était brutalement assassiné sur ordre de l'Occident pour avoir prétendument représenté un danger pour le système qu'il défendait.

Il s'est écoulé exactement 200 jours entre le 30 juin 1960, date à laquelle Patrice Lumumba a prononcé son discours emblématique sur l'indépendance, et le 17 janvier 1961, date à laquelle il a prononcé ses derniers mots. Pendant cette période, Lumumba est devenu l'une des personnes les plus célèbres au monde : un héros pour l'Afrique, mais un méchant pour l'Occident. Il était une étoile éblouissante - exactement le genre que l'on voulait éteindre.

Le Congo sous la Belgique



Des membres du MNC-Kalonji protestent contre le gouvernement de Lumumba. © Wikipédia

En 1900, 90 % du continent africain est sous contrôle européen. Sur l'ensemble de ces terres, 11 % appartiennent au roi Léopold II de Belgique. L'État libre du Congo est son domaine personnel - et rentable.

L'invention du pneu a fait exploser la demande mondiale de caoutchouc naturel, dont l'État libre du Congo était l'une des principales sources. Pour répondre à la demande, les fonctionnaires coloniaux du roi Léopold ont fixé des quotas pour le nombre de kilos de caoutchouc que les indigènes devaient payer en tant que taxe. Le non-respect de la norme entraînait des répressions sévères : la Force publique, l'armée privée du roi, arrivait, incendiait les huttes et tirait sur les gens au hasard. Pour prouver que leurs balles ont été utilisées à bon escient, les troupes coupent la main droite de leurs victimes et les empilent dans des paniers.

Cela s'est produit partout, de Bukavu à Boma, tous les jours, toutes les semaines et tous les mois. Torture, meurtre, coups, viol, famine - l'État libre du Congo est devenu l'enfer sur terre. S'il est vrai que dans toutes les colonies, les Européens ont gouverné d'une main de fer, ils ont au moins tenté d'offrir un vernis de légalité. Au Congo du roi Léopold, il n'y avait pas de loi.

Rapidement, le monde civilisé a pris connaissance des atrocités commises au centre de l'Afrique. Les preuves de l'inhumanité ont déclenché l'indignation internationale, qui a culminé dans une campagne visant à mettre fin au règne génocidaire de Léopold. En 1908, le roi vendit à contrecœur l'État africain au gouvernement belge - et le territoire devint ainsi le Congo belge. La situation s'est partiellement améliorée : les massacres gratuits d'indigènes ont diminué et les quotas de caoutchouc ont été abolis. La Première Guerre mondiale et le boom économique des années 1920 ont contribué à la prospérité de la colonie. En 1925, un homme y est né, dont le nom restera à jamais inscrit dans l'histoire de son État, du continent et du monde.

Les premières années de Lumumba

L'enfance et la jeunesse de Patrice Lumumba n'ont pas été très différentes de celles de ses pairs, à une exception près : il était toujours désireux d'apprendre. Il considérait qu'une bonne éducation était la clé d'une carrière réussie. À l'âge de 20 ans, Lumumba a obtenu un emploi de commis dans un bureau gouvernemental. Pour améliorer son français, il prend des cours du soir et devient un lecteur avide de tout ce qui lui tombe sous la main, du dictionnaire Larousse aux vieux journaux. Lumumba est désireux de rejoindre la classe moyenne noire qui se développe au Congo. En 1947, il suit un programme de formation de neuf mois à l'école postale du gouvernement à Léopoldville, la capitale de la colonie. Il sort major de sa promotion, ce qui lui permet d'obtenir un emploi de commis au bureau de poste de Stanleyville. Il finit par devenir "évolué".

Ce terme était réservé aux autochtones qui, en voulant imiter les colons européens, devenaient les têtes d'affiche du colonialisme. En théorie, cette désignation confère aux évolués le même statut juridique que les Européens, mais dans la pratique, ils restent des citoyens de seconde zone, pour la plupart analphabètes. Les Belges se sont longtemps opposés à l'enseignement supérieur pour les Congolais, privilégiant plutôt la formation professionnelle. Les autochtones pouvaient devenir charpentiers, mais pas architectes, aides-soignants, mais pas médecins, laborantins, mais pas scientifiques, employés de bureau, mais pas avocats. Pour la même raison, la Belgique avait maintenu les Congolais dans un état d'analphabétisme politique, s'accrochant au principe "pas d'élites, pas de problèmes".

Étonnamment, cette situation convenait à la majorité des évolués. Même au milieu des années 1950, ils ne parlaient pas d'indépendance. Lumumba était également partisan d'un développement colonial progressif et ne tarissait pas d'éloges à l'égard des Belges. Selon lui, toutes les failles du système colonial n'étaient que des défauts d'exécution. Cette position lui vaut la confiance des fonctionnaires coloniaux.

En 1954, Lumumba est reçu en audience par le ministre belge des colonies et en 1955 par le roi Baudouin lors de sa visite au Congo. L'année suivante, il est choisi avec un groupe d'évolués pour effectuer une tournée en Belgique sous l'égide du gouvernement. Tout semble aller pour le mieux jusqu'à ce qu'en juillet 1956, il soit arrêté pour détournement de fonds. Il est condamné à deux ans de prison, mais est gracié par le roi au bout de 14 mois. Il s'installe alors à Léopoldville et commence à prendre une part active à la vie politique. En octobre 1958, Lumumba fait partie du groupe d'évolués qui crée le parti politique "Mouvement national congolais" (MNC). Sa position est réformiste et réclame "l'indépendance dans un délai raisonnable".

Discours inattendu

C'est la Conférence panafricaine des peuples à Accra, en décembre 1958, qui marque un tournant dans la pensée de Lumumba. Il y rencontre des hommes politiques, des diplomates, des syndicalistes, des intellectuels, des dirigeants et des révolutionnaires des autres pays africains. Cet événement lui a permis de découvrir pour la première fois le panafricanisme, l'idée que des personnes de tout le continent étaient engagées dans la même lutte collective. Lumumba en vint également à penser que la politique congolaise n'avait rien à voir avec la véritable lutte pour l'indépendance. Il abandonne l'espoir d'une "solution coopérative pour l'avenir du Congo". Dès lors, sa devise devient : "A bas le colonialisme ! A bas la communauté belgo-congolaise ! Vive l'indépendance immédiate !"

Tout au long de l'année 1959, Lumumba parcourt le Congo, organisant des rassemblements dans les villes et les villages, diffusant des paroles d'indépendance et encourageant les gens à rejoindre le MNC. Bientôt, son inépuisable dévouement commence à porter ses fruits : les gens commencent à croire que le pays peut réellement devenir indépendant. À la fin de l'année 1959, il est de nouveau arrêté, cette fois pour avoir provoqué des troubles civils. Pendant son incarcération, les autorités belges accèdent aux demandes des militants congolais et organisent une table ronde pour discuter des conditions de l'indépendance. L'emprisonnement de Lumumba renforce sa popularité. Lorsque la table ronde débute en janvier 1960 à Bruxelles, les délégués congolais lancent un ultimatum : Lumumba doit être libéré pour pouvoir participer à l'événement. Les Belges cèdent.

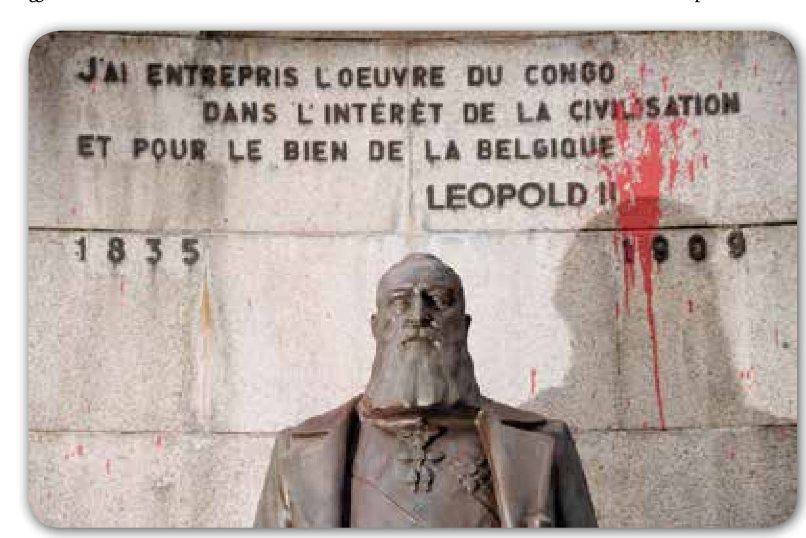
La date de la déclaration d'indépendance est fixée au 30 juin 1960, mais avant cela, des élections générales sont organisées en mai, que le MNC remporte. Lumumba prend le poste de premier ministre, tandis que Joseph Kasavubu devient président du Congo.

Lumumba ne devait pas prendre la parole en ce jour mémorable. Seuls le roi Baudouin et le président Kasavubu étaient censés prononcer un discours. Le discours du roi était empreint de paternalisme colonial et de souhaits de cohésion. Kasavubu prend ensuite la parole, reprenant à son compte l'appel à l'unité lancé par le roi. Puis, à la surprise générale, Lumumba monte sur le podium. *« Hommes et femmes du Congo, je vous salue... Nos blessures sont encore trop fraîches et douloureuses pour être effacées de nos mémoires. Nous avons connu le travail harassant, exigé en échange de salaires qui ne nous permettaient ni de nous nourrir, ni de nous vêtir, ni de nous loger décemment, ni d'élever nos enfants comme des êtres chers. Nous avons subi le mépris, les insultes, les coups matin, midi et soir, parce que nous étions noirs. Nous avons su que nos terres étaient saisies au nom de textes prétendument juridiques qui ne reconnaissaient que le droit du plus fort. Nous avons su que la loi n'était jamais la même pour les Blancs et les Noirs : accommodante pour les uns, cruelle et inhumaine pour les autres. Mais nous vous le disons tout haut : désormais, tout cela est fini ! »*

L'auditoire est médusé : les Africains sont enchantés, les Européens alarmés. Lumumba poursuit en déclarant que l'indépendance du Congo marque "*un pas décisif vers la libération de tout le continent africain*". Les applaudissements se transforment en l'ovation la plus bruyante que le Congo ait jamais entendue. Le discours est immédiatement repris par les médias du monde entier. Alors qu'en Asie et en Afrique, il est accueilli avec enthousiasme, l'Europe et l'Amérique y voient un danger clair et immédiat. À partir de ce moment, Lumumba est un homme marqué. La Belgique, en tant qu'ancien maître du Congo, et les États-Unis, en tant que principal belliciste de la guerre froide, étaient prêts à traiter avec le modéré Kasavubu, qui n'empiéterait pas sur la question principale : l'économie. En revanche, le radical Lumumba devait être éliminé. En termes de minéraux stratégiquement importants, le Congo regorge de cuivre, d'étain, de cobalt, de zinc, de cadmium, de germanium, de manganèse, d'argent et d'or. Il possède également ce dont les États-Unis ont le plus besoin : du radium et de l'uranium. Ces trésors doivent être protégés des "personnes dangereuses comme Lumumba".

Les troubles dans le pays

Le 5 juillet 1960, l'armée congolaise s'est mutinée ; elle voulait des promotions de grade et de solde, mais on lui a répondu que "avant l'indépendance = après l'indépendance". Des émeutes s'ensuivent, d'abord contre les officiers blancs, puis contre tous les Blancs. En quelques jours, la mutinerie et la violence se répandent dans tout le pays. Les Congolais blancs fuient. Pour les protéger, les troupes belges débarquent dans la province du Katanga, riche en minerais, où elles sont accueillies par le chef local Moise Tshombe, antagoniste de longue date de Lumumba. Très vite, Tshombe a déclaré que le Katanga était un État indépendant. La véritable raison de cette sécession est le soutien discret du géant minier belge Union Minière, qui a promis un soutien total en échange de droits miniers, et le soutien encore plus discret de la CIA américaine.



Une statue de Léopold II vue à un carrefour le 15 juillet 2020 à Arlon, Belgique. © Jean-Christophe Guillaume / Getty Images

Le Premier ministre se retrouve donc avec une mutinerie de l'armée, une économie en difficulté, la fuite de travailleurs qualifiés, des troubles civils et une province sécessionniste sur les bras, et il doit y faire face simultanément. Il fait appel à l'aide des Nations unies et demande l'envoi de troupes pour soutenir le gouvernement et maintenir la paix. Le chef de l'ONU, Dag Hammarskjold, accepte à condition que les troupes ne soient pas utilisées par Lumumba pour pacifier le Katanga. Néanmoins, le déploiement des "Casques bleus" a valu à l'ONU d'être accusée d'ingérence dans les affaires intérieures du Congo. L'ONU n'étant pas d'un grand secours, Lumumba se rendit aux Etats-Unis mais fut écarté par l'administration Eisenhower, notamment parce qu'il était marqué comme "rouge" par la CIA et ne reçut ni l'accueil de haut niveau, ni l'assistance militaire qu'il recherchait. La troisième option consistait à faire appel à l'URSS pour obtenir une aide militaire, ce qu'il obtint. L'aide soviétique est limitée, mais les États-Unis et la Belgique s'en inquiètent vivement.

À la mi-août 1960, les politiciens congolais et occidentaux sont arrivés à la conclusion que Lumumba était un "énergumène fracturé et peu sûr de lui", et le plan pour l'évincer a commencé à prendre forme. Il semble que tout le monde veuille l'écarter du pouvoir, et même l'ONU n'y voit pas d'inconvénient.

Renvoi et exécution

Le 5 septembre, le président Kasavubu annonce la destitution de Lumumba de son poste de premier ministre. En réponse, Lumumba annonce la destitution de Kasavubu. Le Parlement refuse de reconnaître ces décisions et appelle à une résolution pacifique. Le président et le premier ministre sont dans l'impasse. Le chef d'état-major de l'armée congolaise, le colonel Joseph-Désiré Mobutu, a finalement lancé un coup d'État,

suite à la page(16)

Maude Leblanc, d'Haïti Progrès, est décédée



Marie Maude Leblanc

Par Kim Ives

Marie Maude Leblanc, doyenne des membres de l'hebdomadaire socialiste Haïti Progrès, est décédée de cancers du poumon et du cerveau le 25 janvier 2024 à l'âge de 69 ans.

Née le 31 août 1954 à Port-au-Prince, elle a passé la majeure partie de sa vie hors d'Haïti, mais s'est toujours consacrée au changement social radical dans son pays d'origine.

Aînée de Léonvil Leblanc, l'un des principaux dirigeants syndicaux d'Haïti dans les années 1960, elle a développé dès son enfance une compréhension approfondie de la dynamique politique, devant fuir Haïti à l'âge de 10 ans avec sa mère et ses deux frères et sœurs plus jeunes pour la République Dominicaine, où son père avait fui un an plus tôt.

Là, elle a vécu l'invasion du pays par les marines américaines d'avril à septembre 1965, domiciliée dans le quartier même de Saint-Domingue où ont eu lieu les combats les plus violents et les plus meurtriers. Elle avait l'habitude de décrire à ses collègues d'Haïti Progrès comment un cessez-le-feu était décrété à midi pendant la guerre. Elle, sa famille et ses voisins s'aventuraient dans les rues jonchées de balles, contournant les cadavres et les décombres des bâtiments, pour aller chercher de la nourriture et de l'eau. Une heure plus tard, un coup de sifflet retentissait et les combats reprenaient.

De telles expériences et l'activisme de son père ont sûrement forgé le côté dur de son caractère, tandis que sa mère, toujours religieuse et exubérante, Lamercie Leblanc, a probablement fait ressortir son côté optimiste, encourageant et attentionné, qui rendait les rigueurs du travail à court d'argent, à l'hebdomadaire haïtien radical, d'autant plus facile à supporter pour ses camarades. Son rire rapide et mélodieux, ses conseils et idées réfléchis, ainsi que les playlists de Sylvio Rodriguez ont fait d'elle le « potomitan » (pilier central) du bureau de New York d'Haïti Progrès pendant près de 40 ans.

Après avoir passé trois ans sans ses parents dans un internat catholique en République dominicaine, Maude et ses frères et sœurs se sont rendus à New York au début des années 1970 pour rejoindre leurs parents.

Elle a fréquenté le Hunter College, où elle est devenue active au sein de l'Association des étudiants haïtiens de la CUNY et a enseigné des cours d'anglais comme langue seconde aux immigrants haïtiens à l'église catholique St. Mathew's sur Eastern Parkway à Brooklyn.

La fin des années 1970 et le début des années 1980 ont été une période grisante pour les Haïtiens progressistes. La dictature des Duvalier commençait à s'effondrer et la plupart des étudiants se laissaient emporter par la ferveur politique de l'époque.

Maude a été recrutée dans le Mouvement de libération d'Haïti (MHL), dirigé par Ben Dupuy, un révolutionnaire communiste dynamique décédé en avril 2023. Elle a fait partie d'un mouvement étudiant progressiste appelé Idées, a contribué à la fondation de l'Association des travailleurs haïtiens (ATH) et puis en 1983 a rejoint l'hebdomadaire Haïti Progrès, où elle passe des centaines d'heures à taper des articles sur une machine à composer géante et bruyante, travaillant en étroite collaboration avec Dupuy et l'institutrice française Jeanie Loubet, dont l'écriture tranchante et élégante définit la devise politique du « Journal qui offre une alternative ». Elle a également réalisé de nombreuses voix off dans le film primé de 1983, Bitter Cane, produit par certains de ses camarades d'Haïti Progrès.

Au cours des quatre décennies suivantes, Maude a travaillé principalement à Brooklyn, New York, avec des séjours occasionnels en Haïti, où elle produisait l'hebdomadaire.

Durant cette période, elle a subi de nombreuses épreuves et pertes. En 1995, Jeanie Loubet et l'ancien prisonnier politique Jacques Magloire quittent Haïti Progrès. En 2006 et 2007, plusieurs rédacteurs d'Haïti Progrès quittent le journal pour lancer un autre hebdomadaire, Haïti Liberté. En 2012, Maude et son compagnon de vie et âme sœur, Georges Honorat, rompent politiquement avec Dupuy, l'expulsant d'Haïti Progrès et du Parti National Populaire (PPN). Un an plus tard, en 2013, un homme armé à moto a abattu Honorat devant son domicile à Port-au-Prince, ce qui était probablement un assassinat politique, mais toujours non résolu. Un an plus tard, en 2014, Harry Numa, un autre ancien dirigeant du PPN et ami cher, se noie après que sa voiture soit tombée dans une rivière à Jérémie dans la nuit.

Malgré ces coups durs, Maude a persévéré, produisant le journal avec des écrivains aux États-Unis et en Haïti.

Cependant, fin 2023, des années de tabagisme incessant l'ont rattrapée, même si elle a arrêté de fumer, il y a près de dix ans. On lui a diagnostiqué un cancer du poumon de stade 4, qui s'est ensuite propagé à son cerveau.

Parlant couramment quatre langues, amoureuse de romans policiers et talentueuse organisatrice d'activités, la personnalité pétillante mais réfléchie de Maude s'associe à sa compétence et à sa persévérance pour faire d'elle une leader extraordinaire, malgré ses manières modestes et réservées. Surtout, son indéfectible engagement et ses sacrifices en faveur d'un changement social radical lui ont permis de devenir l'un des géants des acteurs politiques de sa génération.

Dans un communiqué de presse du 30 janvier, Haïti Progrès écrivait que : « Femme dévouée et aimante, elle était le cœur, le soutien et l'équilibre de toute l'équipe. Faisant preuve d'un grand optimisme, elle ne baissait jamais les bras et apportait force et dynamisme à tous ceux qui la côtoyaient ».

La nécrologie produite par sa famille indique que la belle-sœur de Maude l'a interviewée en 2009. Maude a décrit son parcours comme « des années d'apprentissage intellectuel, mais il y a l'expérience réelle de les vivre autant que possible, car tout se résume: à chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. »

Elle laisse dans le deuil son frère Myrthon (Milton) et sa sœur Marie France (Francia), sa belle-sœur Nadine, ainsi que de nombreux neveux, nièces, petites-nièces et petits-neveux.

Une visite et un service auront lieu le vendredi 2 février 2024 à partir de 10 h à la maison funéraire Frank R. Bell, 536 Sterling Place à Brooklyn, NY 11238. Tél. 718-399-2500.

En Haïti, un mémorial aura lieu le même jour à l'hôtel Galata Inn, 57 Rue Capois à 10 heures.

Suite de la page (9)

guns, getting more training, and most are glad to volunteer for now, according to sources close to Joseph.

He is the nominal head of Guy Philippe's party, and, hence, one of Philippe's lieutenants, making Philippe BSAP's effective leader.

His plan is to turn the force into an organized armed force that will subdue the criminal gangs plaguing Haiti ("re-establishing security in Haiti in 90 days" is his refrain) and, if necessary, chase Ariel Henry from power.

On Jan. 29, the government banned BSAP members from carrying arms, wearing uniforms, or circulating in towns, while ordering them to register immediately at the nearest Environment Ministry office. The decree stands absolutely no chance of being respected.

Philippe, a former police chief, is calling on the Haitian National Police (PNH) rank-and-file to side with the people's movement and not combat the BSAP agents.

"There have been some near clashes, but no actual violence, to my knowledge," said our source close to Joseph.

Although Philippe is presented by many as being the popular uprising's leader, others characterize him more as a mere catalyst.

"I don't say that I'm a Guy Philippe fanatic, but when your house catches fire and you have to put it out to save your home and family inside, you will accept help from anybody who brings water, and afterwards you will examine his face," said Sherlson Sanon in a viral Radio Tele Eclair interview last week. Sanon is a former security agent who has widely denounced the National Network for the Defense of Human Rights (RNDDH) director Pierre Espérance for framing him for a crime he didn't commit. He spent 10 years, untried, in prison until his release last year. Espérance, a leading 2004 coup supporter, has been attacking Philippe and thereby objectively defending Ariel Henry, Sanon said.

"I ask all the people who believe in me and know that I'm not corrupt, don't support Guy Philippe but support the people in this battle, because Haiti has to get out of this mess... I support a movement to overturn the system, and that means not just overturning Ariel Henry and all his acolytes," Sanon concluded

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi, le ministère public entendu maintient le défaut octroyé à l'audience du vingt et un juillet deux mille vingt-trois contre la dame
née Viona HYPPOLITE pour faute de comparaître suivant l'article 287 du code de procédure civil. Au fond admet le divorce des époux Alcinor Wilfrid VICTOR la femme née Viona HYPPOLITE pour injures graves et publique suivant l'article 217 du code civil, aux torts exclusifs de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux. Ordonne à l'officier de l'état civil de Port-au-Prince, section Sud de transcrire dans les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans un quotidien s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers si le cas y échet. Compense les dépens. Commet l'huissier Clerbrun FAURE de ce Tribunal pour la signification de ce jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Marie Rosie Degand Nicolas, Juge à l'audience ordinaire et publique du vendredi vingt et un Juillet deux mille vingt trois An 219ème de l'indépendance en présence de Me Harry Jean Paul et Me Jean Claude Jean Antoine, Substituts Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance de Marie Yolande Zétrenne CADET, Greffière
Il est ordonné....etc.....
En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi statuant publiquement et par défaut sur les conclusions du Ministère public, maintient en la forme le défaut octroyé au profit de Monsieur Yolince MICHEL; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les époux Yolince MICHEL et la femme née Rose Metilus CALEINE ; Renvoi les parties par devant l'officier de l'état civil de la Section Sud de Port-au-Prince pour les suites de droit, Ordonne que le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, Compense les dépens de l'instance. Commet l'huissier Johnny JEAN immatriculé au greffe du Tribunal du Tribunal de première instance de Port-au-Prince pour la signification dudit jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous Marthel Jean Claude, au Tribunal de première instance de Port-au-Prince en audience ordinaire, publique et civile du mercredi huit (08) Novembre deux mille vingt trois (2023) en présence de Me Albert DARELUS , Substitut Commissaire du Gouvernement représentant du Ministère public avec l'assistance de Junior Sauvens THÉMATIQUE, Greffier du siège
Il est ordonné....etc...
En foi de quoi....etc...

PAR CES MOTIFS

A: l'attention du Cabinet Labissière
22, rue Capois
Port-au-Prince
CERTIFICAT
La Direction Générale des Impôts certifie et atteste par la présente qu'après examen des titres de propriété de Madame Marie-Ange LAFONTANT et appert un extrait du registre des Actes translatifs et déclaratifs de propriété délivré par la Direction de l'enregistrement et de la Conservation Foncière, qu'elle n'a pas de prétentions sur une propriété fonds et bâtisses sise au No.13, impasse Albin, Pèlerin 5, commune de Pétion-Ville, dénoncée, à la vacance par mémorandum en date du 19 janvier 2023,
Dom/129,
Ce présent est délivré pour servir et valoir ce que de droit.
Jean Emmanuel CASSÉUS
Directeur Général

CITATION POUR DIVORCE PAR PUBLICATION

Partie demanderesse: Espoir ROSE SAMEDY; PARTIE DEFENDERESSE: MIKE KERBENS LOUIS. No Dossier: Su22D197DR. successions Commonwealth de Massachusetts le Tribunal de première instance de succession et le Tribunal de la famille du Sutfolk 24, New Chardon Street Boston, MA 02124, Telf, (617) 788-8300 sur requête du demandeur visant à obtenir une ordonnance enjoignant au demandeur de comparaitre, de plaider ou de répondre conformément à la règle 4 de Mass. R. Civ DOMREL le demandeur a déposé une plainte en divorce demandant au Tribunal d'accorder le divorce pour rupture irrémédiable.
Il est ordonné que le défenseur soit invité à comparaître, à plaider, à répondre ou à agir de toute manière Concernant la plainte présentée aux présentes au plus tard 22 février 2024. S'il ne le fait pas, cette cour procédera à une audience et à un jugement sur cette affaire.

Les mesures conservatoires de la Cour internationale de Justice

Par Thierry Meyssan

La Cour internationale de Justice vient de prendre des mesures conservatoires pour protéger la population gazaoui d'un éventuel génocide. Une décision qui n'apporte rien de neuf, mais apporte un soutien juridique à la position politique des Etats-Unis. Cette décision ne préjuge en rien de l'arrêt sur le fond qui condamnerait Israël s'il était pris, mais ne le sera probablement jamais. La Justice internationale n'en est qu'à ses débuts et peine toujours à appliquer le Droit.

La Justice internationale est encore balbutiante

La Cour est un embryon de justice internationale au sein des Nations unies. Elle remplace la Cour permanente de Justice internationale, qui fut créée en 1922, au sein de la Société des Nations. Ce système n'a donc qu'un siècle. Il vise à faire appliquer par chaque État les engagements auxquels il a souscrit. Or, les Anglo-Saxons, qui ont accepté cette cour en 1945, cherchent depuis 1942, non pas à appliquer le Droit international, mais à instaurer leur gouvernance sur le monde. Lors de la signature de la Charte de l'Atlantique, le Premier ministre britannique Winston Churchill et le président états-unien Franklin D. Roosevelt avaient affirmé, au nom de leurs États, qu'ils devaient seuls décider des différents entre les États dans le monde d'après-guerre. C'est la cause originelle de la Guerre froide et des conflits actuels.

Par conséquent, contrairement à l'image que nous en avons, la Cour internationale de Justice n'est pas une juridiction aboutie, mais un champ de bataille où le projet unipolaire anglo-saxon du monde se confronte à celui multipolaire de la plupart des autres États. C'est de cette manière que nous devons interpréter l'ordonnance sur le massacre de Gaza.

Le seul moyen de pression sur les gouvernements dont dispose la Cour, ce n'est pas une armée, mais l'opinion publique de chaque pays. Aucun gouvernement n'accepte l'idée d'être présenté à son peuple comme criminel. Il est donc particulièrement important de comprendre ses décisions.

Les magistrats doivent dire le Droit, mais ils ne sont pas si indépendants que cela

Les quinze magistrats permanents de la Cour sont proposés par leur propre gouvernement et élus par tous. Ils doivent tenir un raisonnement juridique pour justifier leurs décisions. Cependant celles-ci reflètent généralement leurs préjugés nationaux. Il est très rare que des magistrats choisis par leur propre gouvernement se prononcent contre lui. En outre deux magistrats supplémentaires sont désignés par les deux parties au conflit. Ils viennent défendre leur pays et cherchent des arguments juridiques pour étayer leur plaidoyer.



La Cour internationale de Justice, présidée par l'États-unienne Joan Donoghue, ancienne fonctionnaire du département d'État, a rendu une ordonnance conservatoire dans l'affaire qui oppose l'Afrique du Sud à Israël. Sans surprise, la Cour a pris exactement la décision correspondante à la position des États-Unis : Israël doit tout faire pour prévenir un génocide, tout en continuant sa guerre contre le Hamas.

Je me souviens, par ailleurs, que, lorsque je conseillais Mouamar Kadhafi, la corruption des juges internationaux était notoire. Dans le contexte d'un jugement sur la légalité de la guerre de l'Otan contre son peuple, le guide libyen avait donné l'ordre de compenser les « cadeaux » reçus par les juges internationaux en leur en offrant d'équivalents.

Dans le cas qui nous occupe, seuls deux magistrats ont voté contre toutes ou certaines des décisions de la Cour.

Bien sûr le juge ad hoc représentant Israël, Aharon Barak. Il a participé aux Accords de Camp David aux côtés du sioniste révisionniste Menachem Begin. Lorsqu'il fut président de la Cour suprême, il interpréta les lois fondamentales de manière à se doter du pouvoir de censurer la Knesset ; un système invraisemblable sur lequel s'est construit la démocratie israélienne et que Benjamin Netanyahu tente de renverser. Dans ses jugements, il défendit systématiquement les intérêts d'Israël contre les Palestiniens, ainsi il interdit à ceux-ci de porter plainte pour les préjudices que leur occasionnent les FDI. En effet, selon lui, on ne fait pas d'omelette sans casser d'œufs et examiner ces situations contraindrait les FDI à dévoiler les détails confidentiels de ses opérations. Ou encore, c'est lui qui, en droit israélien, autorisa la construction de la « Barrière de séparation » que la CIJ déclara illégale.

Il s'est opposé à quatre des mesures conservatoires sur six. Il s'est opposé à l'injonction générale de prendre toute mesure en vue de prévenir la commission d'un génocide comme à celle visant à conserver les preuves d'actes de génocide potentiels et à celle instituant un rapport par Israël sur ses méthodes. En outre il s'est opposé à toute limitation de l'action des FDI. Il a par contre accepté qu'Israël empêche ses politiciens d'appeler au génocide et accepté qu'il fournisse une aide humanitaire aux Palestiniens.

L'autre magistrat à s'être opposé à la Cour est l'Ougandaise Julia Sebutinde. Pour elle, le conflit israélo-palestinien est politique et ne peut être jugé par un tribunal. Surtout, les actes prétendument commis par Israël n'étant, selon elle, pas accompagnés d'une intention génocidaire, l'Afrique du Sud n'a pas démontré que les mesures conservatoires demandées soient nécessaires. Enfin le Hamas n'étant pas partie à cette procédure, il serait irréaliste d'imposer des limites à l'une des parties belligérantes mais pas à l'autre.

Observons en premier lieu que personne n'a demandé à la Cour de juger le conflit israélo-palestinien et que le Droit international n'a aucun rapport avec la politique. Puis relevons que l'Afrique du Sud s'est bien gardée d'accuser Israël d'intention génocidaire mais a suffisamment cité de déclarations génocidaires de dirigeants israéliens pour demander des mesures conservatoires ; argument que le juge israélien a considéré comme valide. Enfin, venons-en au dernier point : l'absence du Hamas à la procédure ne peut autoriser Israël à laisser perpétrer un génocide.

La position de Julia Sebutinde jette le doute sur ses positions antérieures au Tribunal spécial pour la Sierra Leone. Adonia Ayebare, représentante permanente de l'Ouganda auprès des Nations Unies, a déclaré : « La décision du juge Sebutinde devant la Cour internationale de Justice ne représente pas la position du gouvernement ougandais sur la situation en Palestine (…) Elle a déjà voté contre le cas de l'Ouganda sur la République démocratique du Congo (RDC) ».

Les faits que les raisonnements de la juge Sebutinde soient abscons et qu'elle soit désavouée par son propre gouvernement laisse envisager qu'elle ait pu être corrompue.

La Cour n'a pas statué sur les autres demandes de l'Afrique du Sud qui ne pouvaient êtres prises en urgence, mais exclusivement sur le fond : les mesures de réparation vis-à-vis des victimes palestiniennes et la condamnation par Israël des individus coupables de génocide. Surtout, elle n'a pas dit que « l'État israélien doit suspendre immédiatement ses opérations militaires à l'intérieur et à l'encontre de Gaza ».

Cette ordonnance est conforme à celle de l'affaire Gambie contre Mynamar. Elle édicte les mêmes mesures provisoires que pour faire cesser le génocide des Rohingas. Mais elle ne saurait être comparée à l'affaire Ukraine contre Fédération de Russie dans la mesure où cette dernière ne porte pas sur un génocide des Ukrainiens par les Russes, mais sur l'utilisation par la Russie de l'argument d'un génocide commis par l'Ukraine contre sa propre population russophone.

L'ordonnance provisoire ne préjuge pas du jugement sur le fond

L'ordonnance de la Cour ne s'impose pas seulement à Israël et à l'Afrique du Sud, mais aussi aux 151 autres États qui ont signé la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Selon sa situation, chacun d'entre eux est tenu de s'associer aux mesures conservatoires. Certains pourraient l'interpréter comme justifiant d'un embargo sur tous les armements ou interdisant à leurs citoyens double nationaux de participer à cette guerre potentiellement génocidaire.

D'ores et déjà, l'Algérie a demandé une réunion du Conseil de Sécurité, le 31 janvier, pour que celui-ci précise les effets exécutoires du prononcé de la Cour. Il est évidemment peu probable qu'il menace Israël d'une intervention militaire, mais il pourrait décider d'un embargo sur les armes par exemple.

Cette ordonnance sera de toute manière citée devant d'autres tribunaux conformément au droit anglo-saxon. Ainsi, il existe déjà une affaire, opposant Defense for Children International à Joe Biden, Antony Blinken et Lloyd Austin, devant le tribunal du Nord de la Californie et une autre, à Londres, opposant Global Legal Action Network au gouvernement britannique. Toutes deux partent du principe que la livraison d'armes à Israël en ce moment est une participation au massacre à Gaza. Elles ont désormais la possibilité de prospérer.

Elle pourrait aussi l'être devant la Cour pénale internationale qui pourrait être conduite à juger certains dirigeants israéliens. Plusieurs États l'ont déjà saisie.

Par ailleurs, cette ordonnance n'est que conservatoire jusqu'à son jugement sur le fond. Cependant il ne faut pas rêver : la Cour peut se dérober et se déclarer incompétente. Dans ce cas, il n'y aura jamais de jugement sur le fond et les mesures conservatoires deviendront caduques.

C'est l'issue la plus probable. Pourtant, la Cour a elle-même déjà écarté l'argument selon lequel les démarches précédentes de l'Afrique du Sud auprès d'Israël ne lui auraient pas laissé le temps de répondre. Elle pourrait encore pinailler sur « l'intention de génocide ». Dans le cas, où la plainte serait jugée irrecevable. Le massacre pourrait reprendre.

Il ne faut pas s'illusionner sur la Cour internationale de Justice. Elle représente un grand pas vers le Droit international, mais reste encore loin du compte.

Réseau Voltaire | Paris (France) | 27 janvier 2024

PAR CES MOTIFS

Après examen et sur les conclusions conformes du Ministère public, le Tribunal au vœu de la loi, maintient le défaut requis et octroyé à l'audience contre la défenderesse pour faute de comparaître; pour le profit accueille l'action du demandeur le sieur Berne NICOLAS vu que cette demande est juste et fondée; admet le divorce des époux Berne NICOLAS, l'épouse Saintelie PETIT-JUIN pour injures graves et publiques et aux torts exclusifs de l'épouse; prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux; Ordonne à l'officier de l'état civil de Petit-Goâve, section Nord de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement; dit qu'un extrait sera publié dans l'une des colonnes d'un quotidien s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échait ; Commet le sieur Jean Fruisner MONICE, huissier de notre Tribunal pour la signification du présent jugement; Compense les dépens, vu la qualité des parties

RENDU DE NOUS, Me Fritzner DUCLAIR, Doyen du Tribunal de première instance de Petit-Goâve en audience publique civile de divorce ce jourd'hui vingt trois (23 Octobre deux mille vingt trois (2023), en présence de Me Jean Fritz Patterson DORVAL, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, assisté du sieur Christophe BONBON, Greffier du siège

Il est ordonné.....etc....

En foi de quoi...etc....

L'officier Jean Dulsone NONCENT

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Junia Baptiste, avec son époux Madocher Malbranche, pour injures graves publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux

Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil d'Aquin de transcrire sur le Registre à ce destinés, le dispositif présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet, Commet l'Huissier Anthony ST-GERMAIN de ce siège pour la signification de ce jugement ; Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Leblanc Jean Wester, Juge en audience Civile, ordinaire, publique en date du premier Juin deux mille vingt trois en présence de Me Aldrin JOASSAINT, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Me Jean Claude NOVEMBRE

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à l'exécution aux Officiers du Ministère Public près les Tribunaux civils d'y tenir la main, à tous commandants et aux officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi la minute du présent jugement sera signée du juge et du greffier susdits.

COLLATIONNEE POUR EXPEDITION CONFORME

Jean Claude NOVEMBRE, Greffier

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public maintient le défaut octroyé contre son épouse Christella GUERRIER à l'audience précitée et pour le profit déclare fondée ladite action: Admet en conséquence. le divorce de Nicolas JEAN LOUIS avec Christella GUERRIER pour incompatibilité de caractères: prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux : Ordonne à l'officier de l'état-Civil de la commune de Cavaillon de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, sous peine de dommage envers les tiers, s'il y échet, compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Jean Emmanuel Zéphir Av. Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du onze Janvier deux mille vingt-trois en présence de Me Vanna Mané Av. Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du greffier Me Jean Claude Novembre, greffier du siège.

Il est ordonne....etc...

En foi de quoi.....ETC...

Me Robert Renous, Officier d'état civil

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut requis et octroyé à l'audience précitée et pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Pierre Smith JEAN d'avec son épouse, la dame née Marie Marguerete LOUIS pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers. Commet l'huissier Yvon ZETRENNE pour la signification. Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Jean Osner PETIT PAPA, Juge en audience civile, ordinaire et publique du Mercredi vingt deux Juin deux mille vingt deux, en présence de Me. Souvenir JENTY, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, Greffier du siège

Il est ordonné...etc...

En foi de quoi...etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré selon le vœu de la loi, maintient le défaut octroyé à l'audience contre le sieur Georges Delima en faveur du sieur Periclès SYLVAIN pour une action réintégrande. Ordonne l'expulsion du sieur Georges Delima pour trouble possession du sieur Periclès SYLVAIN. Accorde l'exécution provisoire sans caution nonobstant appel pourvoir en cassation; condamne le cité à Vingt mille Gourdes de dommages intérêts et honoraire des avocats. Poursuivant et frais et dépens de la procédure. Commet l'huissier Rulande François de ce Tribunal pour la signification du présent jugement

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me FORESTA Yvan, Juge en audience civile et publique du Mercredi 18 Octobre 2023, An 219ème de l'indépendance avec l'assistance du sieur Redret DELIGENT, Greffier du siège

Il est ordonné....etc.....

En foi de quoi...etc....

Me Muscadin Vanel, Avocat du sieur Periclès SYLVAIN demandeur en justice

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi et sur les conclusions conformes du Ministère Public maintient le défaut octroyé à l'audience contre la partie défenderesse et pour le profit, adjuge les conclusions de la partie demanderesse, en conséquence admet le divorce du sieur Hernst Georges d'avec son épouse née Judith Lima, prononce la dissolution des liens matrimoniaux l'unissant à son épouse pour injures graves et publiques, incompatibilité de caractère, renvoie les parties par devant l'officier de l'état civil de Trou-du-Nord pour la transcription du dispositif du présent jugement dans les registres à ce destinés avec injonction de délivrer aux parties leur acte de divorce, commet l'huissier Ronel Jean Baptiste pour la signification du présent jugement qui sera publié dans l'un des quotidiens fort tirage s'éditant au Cap-Haitien ou à la capitale

Ainsi jugé de nous Wilfrid Brutus, juge au Tribunal de Première instance de Fort-Liberté, Doyen ai en audience civile de divorce du jeudi 27 octobre 2022, An 219ème de l'indépendance, en présence de Me Eno Zéphirin Commissaire du Gouvernement avec l'assistance de Elince assermenté et Jaccius Aurelus, greffier et huissier.

Il est ordonné....etc.....

Me Camille Lamour, officier de l'état civil de Trou du nord

Me Eno Zephirin Av, Commissaire du Gouvernement

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après avoir délibéré conformément à la loi, accueille favorablement l'action introduite par le demandeur. Maintient en la forme le défaut requis et octroyé à l'audience du vendredi onze Août deux mille vingt-trois (11-08-2023) contre la dame Meeclide Julien faute de comparaître. Dit qu'au fond le sieur Jean Julien a été dépossédé par violence de sa pièce de maison sise å Delmas 33, rue jacques l #15; Ordonne en conséquence qu'il soit réintégré de ladite pièce de maison où il a été chassé par la dame Meeclide Julien (réf. Art 40 du C.P.C, annoté par Luc D, Hector). Condamne la citée, Meeclide Julien à 20.000 gourdes de dommages et intérêts au profit du demandeur. La condamne aussi au frais et dépens de l'instance. Commet l'huissier Ricardo Prophète, pour la signification de la présente sentence.

Donné de nous, Mag. Garry Coupette, Juge å l'audience extraordinaire du vendredi quinze septembre deux mille vingt-trois (15-09-2023), assisté de Me Marie O. Pégguy Joseph, Greffière.

Il est ordonné à tous huissiers, sur ce requis, de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du Ministère Public près les Tribunaux Civils d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en sont légalement requis.

En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et de la greffière susdite

Pour expédition conforme collationnée.

Marie O. Pegguy Joseph, Greffière

Il est ordonné....etc...

En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public maintient le défaut octroyé contre son époux Julio CHARLES à l'audience précitée ; pour le profit déclare fondée ladite action : Admet en conséquence le divorce de Claire Sancia AUGUSTE avec Julio CHARLES pour incompatibilité de caractères : prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux : Ordonne à l'officier de l'état-civil de la commune de Petite-Rivière de l'Artibonite de transcrire sur les registres à ce destiné le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, sous peine de dommage envers les tiers, s'il y échet, compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Gabriel FRANCOIS Av. Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du douze octobre deux mille vingt et un en présence de Me Grand Pierre ESTIME AV. substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du greffier Me Maxo Senat FLEURY, greffier du siège.

Il est ordonné..etc...

En foi de quoi...etc..

Eugène SUCCÈS, Officier d'Etat Civil

Suite de la page (13)

destituant Kasavubu et Lumumba et établissant un nouveau gouvernement provisoire. Plus tard, on découvrit que Mobutu (soutenu financièrement par la CIA) avait pris le parti de Kasavubu contre Lumumba. L'ex-PM a été placé en résidence surveillée sous la garde de l'ONU.

Le 27 novembre, Lumumba s'évade. Dès l'annonce de la nouvelle, une vaste opération de recherche est lancée à l'aide d'hélicoptères et d'unités mobiles. Larry Devlin, chef de station de la CIA au Congo, a apporté une aide précieuse en fournissant des cartes à l'échelle réelle et en aidant Mobutu à identifier les points clés de l'itinéraire d'évasion présumé de Lumumba, y compris les traversées en ferry. Le 1er décembre, Lumumba a été arrêté par une patrouille de l'armée alors qu'il traversait la rivière Sankuru à Lodi. Les témoins étaient des soldats ghanéens de l'ONU et des officiers britanniques, auxquels Lumumba a fait appel. Ce qu'il ne savait pas, c'est que le chef de l'opération de l'ONU au Congo, Rajeshwar Dayal, avait donné un ordre strict aux "Casques bleus" dans tout le pays : l'ONU ne devait pas être accusée une nouvelle fois de s'ingérer dans les affaires intérieures du Congo, et elle ne devait donc aider ni Lumumba, ni ses poursuivants. C'est ainsi que les soldats de l'ONU ont regardé avec



Joseph Kasavubu © Dominique BERRETTY / Gamma-Rapho via Getty Images

indifférence les ravisseurs de Lumumba le battre et lui asséner des coups de fusil. Il est ensuite emmené à l'aéroport voisin et conduit à la capitale.

Pendant des semaines, Lumumba et ses associés Maurice Mpolo et Joseph Okito sont traînés de prison en prison. Le 17 janvier, ils sont conduits à Elisabethville, la capitale du Katanga. Le jour même, le cabinet katangais dirigé par Tshombe se réunit et conclut qu'il faut s'occuper immédiatement de Lumumba. La tâche incombe aux Belges au service du Katanga : Le commissaire de police Frans Verscheure et l'officier Julien Gat. Vers 20h30, Lumumba, Mpolo et Okito sont embarqués de force dans une voiture et conduits en direction de Jadotville, suivis par d'autres véhicules transportant des ministres et des militaires katangais. La cavalcade s'arrête à un endroit désigné près du village de Mwadingusha, où des tombes ont déjà été creusées. Verscheure et Gat rassemblent les soldats. Tshombe et ses ministres se tiennent à proximité. Chaque prisonnier est placé individuellement devant sa tombe. Gat donne l'ordre au peloton d'exécution - le tour de Lumumba arrive en dernier. Les derniers mots de Lumumba furent les suivants : "Je n'ai rien à vous dire ». Les soldats jettent de la terre sur les corps et tout le monde s'en va en hâte. Dans son journal, Verscheure écrit : "9.43 L. dood" (Lumumba mort). Ses 200 jours dans le Congo indépendant sont terminés.

Le gouvernement katangais voulait garder le secret, mais dès le lendemain matin, les sépultures ont été découvertes et les rumeurs ont commencé à circuler. Le ministre de l'intérieur katangais, Munongo, a ordonné au policier belge Gérard Soete d'exhumer les morts et de se débarrasser des corps. Les restes sont déterrés, démembrés et dissous dans de l'acide. Gerard Soete a arraché une dent à Lumumba en guise de souvenir. (Soete a avoué cela à la toute fin du siècle dernier. Après la mort de Soete, la dent de Lumumba a été confisquée par le gouvernement belge et renvoyée en Afrique).

La mort de Lumumba n'a été annoncée que le 13 février, dans le cadre d'une campagne de désinformation selon laquelle il se serait évadé de prison. Dans de nombreux pays, la nouvelle a déclenché des manifestations et des protestations. Au Congo même, Lumumba a été reconnu comme un héros des années après son assassinat.

Qui est responsable de l'assassinat du premier Premier ministre du Congo ? De nombreuses personnes ont voulu sa mort, depuis le président américain Dwight D. Eisenhower et le roi Baudouin, jusqu'au chef de la CIA Allen Dulles et Joseph Mobutu. Dès le début, la Belgique a tenté de saper le gouvernement Lumumba et les États-Unis l'ont rapidement suivie. Les Nations unies ont ignoré la probabilité d'un assassinat et n'ont rien fait pour protéger le premier ministre. Les Belges, avec l'aide subtile des Américains, ont incité les Congolais à emprisonner Lumumba. Encouragés par l'Occident, Kasavubu et Mobutu l'ont envoyé au Katanga, le seul endroit du Congo où il était condamné à 100 %.

En 1960, 16 États africains ont accédé à l'indépendance. Le plus grand et le plus potentiellement riche d'entre eux était le Congo. Mais l'Occident ne voulait pas se séparer de ses richesses. Au lieu d'un régime colonial direct, un système de contrôle indirect a été mis au point : les nouveaux dirigeants du Congo devaient seulement respecter le nouvel ordre. Lumumba s'oppose à ce plan néocolonial : la population bénéficierait d'une décolonisation totale, mais pas les grandes entreprises. Il fallait donc l'arrêter.

***Sergei Karamaev** est chercheur au Centre d'études sur le développement et la modernisation, Institut national de recherche Primakov sur l'économie mondiale et les relations internationales, Académie des sciences de Russie.

RT 17 Janvier 2024
Traduction Bernard Tornare
25 Janvier 2024

Suite de la page (7)

qui combattaient alors dans les montagnes. En bref, tous les niveaux de l'autorité politique et militaire sont contrôlés par des personnes sinistres, qui ne doivent aucune allégeance à aucune classe, et qui sont prêtes à accomplir, si cela leur est ordonné, toutes les tâches pénibles, et en cas de nécessité à commettre le plus actes malhonnêtes et cruels. La crise haïtienne est ainsi devenue plus visible, plus claire aux yeux du monde entier. Mais c'était pire, car il faut désormais franchir une sphère d'action principale et décisive, la sphère de pouvoir des classes réactionnaires. L'État se révèle incapable de satisfaire aux obligations élémentaires appropriées envers les classes qui le soutiennent. Leurs dettes sont gonflées indéfiniment au détriment de la banque, de certains grands hommes d'affaires et de certaines entreprises impérialistes. Et maintenant, il (l'État) se trouve confronté à la nécessité d'utiliser des méthodes extraordinaires de taxation qui ne sont que des exigences d'investissement de telle ou telle somme d'argent ou d'opportunité. Ainsi, l'appareil d'État fonctionne de plus en plus dans l'intérêt d'un groupe réactionnaire contre un autre. Il en résulte une aggravation des contradictions au sein des classes exploitées. Il devient vital que chaque groupe prenne directement en charge l'appareil étatique pour lui-même. Au cours de la longue campagne électorale, férocement menée entre les différents secteurs politiques traditionnels, les bandes duvaliéristes gagnantes ont utilisé l'appareil d'État non seulement contre le peuple - ce qui était normal - mais aussi contre les autres bandes de la réaction. Les libertés publiques n'existent même pas.

En résumé : l'incroyable misère des masses travailleuses, la faiblesse du régime due à l'hostilité entre les différentes bandes réactionnaires, la répression aveugle et féroce et la disparition de toutes les libertés du peuple ont créé une nouvelle situation qui permet à de nouvelles forces de progresser régulièrement dans le pays.

Le gouvernement Duvalier n'est pas tombé du ciel. C'est l'expression de la crise du régime et de l'impérialisme mondial. Parce que les classes réactionnaires ont été et seront toujours impuissantes à résoudre les crises, seule l'action révolutionnaire du peuple suffira à changer la situation.

Jusqu'à présent, les masses haïtiennes ont développé le combat sous différentes formes. Les ouvriers, étudiants et professionnels ont soutenu d'importantes batailles syndicales et politiques malgré la répression. En 1961, les étudiants organisèrent une puissante grève qui prit immédiatement un caractère politique et mit en danger le pouvoir de Duvalier. Les paysans ont souvent entrepris des manifestations violentes pour se défendre contre l'expropriation ou les abus des « tontons macoutes ». De même, à trois ou quatre reprises, des groupes de patriotes ont pris l'initiative d'une action armée qui a échoué en raison de l'inexpérience politique des auteurs et de leur isolement du peuple.

La nouvelle opposition s'organise constamment à un niveau supérieur : elle soutient des portions de l'avant-garde, elle ne se confie pas encore le rôle de libérateurs, elle travaille ensemble sur la base d'un programme ou de toute façon à partir d'idées ; il tourne le dos au passé et regarde vers l'avenir, condamnant les impérialistes, les grands hommes d'affaires et les seigneurs féodaux ; il veut s'appuyer sur les masses, les soutenir consciencieusement et les guider dans l'assaut : c'est pour ces raisons que ce front a été créé : le Front démocratique uni de libération nationale.

C'est un front qui accepte de résoudre la situation révolutionnaire actuelle. Notre travail est d'unifier l'action de tous les révolutionnaires haïtiens et de mettre fin à la division au sein de nos rangs afin de diriger les masses dans la lutte armée contre le duvaliérisme. Nous sommes convaincus de la démolition future des Duvaliéristes (par les forces populaires), rempart de la domination impérialiste en Haïti. Les forces populaires mèneront un changement radical dans la structure du régime et porteront un coup dur à l'impérialisme.

La démolition du duvaliérisme et du régime qui le soutient constitue notre contribution particulière à la lutte des peuples de Saint-Domingue et du Vietnam, aux luttes des peuples du monde contre l'impérialisme international, contre l'impérialisme nord-américain.

Frères délégués : lorsque les impérialistes nord-américains ont occupé notre pays, le peuple haïtien a héroïquement résisté à l'agression yankee. Nos vaillants paysans sous la direction de Charlemagne Péralte et Benoit Batraville se sont retranchés dans les montagnes et ont molesté l'armée américaine. Mais en raison du manque d'avant-garde révolutionnaire et de l'isolement des autres pays, ils furent finalement anéantis et leur chef Charlemagne Péralte fut capturé puis fusillé après avoir été attaché à une croix de bois. Depuis, les temps ont changé. Sur le sol dominicain et en Haïti, des avant-gardes déterminées et brillantes œuvrent pour unir les deux peuples contre leur principal ennemi : l'impérialisme américain. En outre, les pays socialistes et les mouvements révolutionnaires des autres pays sont déterminés à aider nos deux peuples. L'impérialisme ne peut pas agir à sa guise. Récemment, l'impérialisme américain a débarqué des troupes à Saint-Domingue, mais il est incapable d'imposer sa paix ; elle est incapable de dominer la résistance populaire. Le peuple dominicain va vaincre l'impérialisme américain.

Les impérialistes nord-américains ont cyniquement affirmé, depuis les événements de Saint-Domingue, leur volonté et leur droit de débarquer leurs troupes s'ils le voulaient.

Mais les peuples haïtien et dominicain retiennent la leçon de l'histoire. Et maintenant, sur le territoire dominicain, les travailleurs et les patriotes ont commencé à s'entendre avec le peuple qui lutte contre l'impérialisme nord-américain.

Les peuples haïtien et dominicain sous leurs avant-gardes respectives et s'appuyant sur les peuples frères sont obligés de coopérer et ils coopéreront afin de faire payer cher aux impérialistes les humiliations d'hier et d'aujourd'hui. Ils doivent mener une lutte longue et difficile. Mais étroitement unis et aidés par les peuples frères, ils jetteront les impérialistes nord-américains à la mer et anéantiront, à l'intérieur, les marionnettes qui soutiennent l'impérialisme yankee.

Frères délégués : le peuple haïtien doit affronter avant tout la bataille contre l'impérialisme nord-américain. Mais nous sommes solidairement responsables de la lutte de tous les peuples contre les autres impérialistes et nous voulons tendre la main en particulier au peuple antillais qui lutte contre l'impérialisme français, britannique et néerlandais. Puisque tous les impérialistes sont d'accord entre eux pour maintenir leurs colonies dans les Caraïbes, les peuples des Caraïbes doivent unifier leur action contre l'impérialisme international dirigé par les États-Unis. Nous proposons que la Conférence tricontinentale adopte une résolution pratique dans cette perspective. De même, alors qu'ils parviennent à un accord maudit sur leurs divergences passagères sur des questions moins essentielles, ils sont déterminés à étouffer la lutte des peuples pour le progrès social, la paix et le socialisme. C'est en réponse à cela que les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine se sont unis dans une action commune contre l'impérialisme international. C'est pour cette raison que nous souhaitons que la Conférence tricontinentale prenne une résolution par laquelle elle établirait une organisation permanente chargée de coordonner la lutte des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

A bas les impérialistes !

Vive les peuples antiliens !

Vive les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine !

Paul Lantimo, « Haïti : une révolution noire se répétera », Soul Book : The Quarterly Journal of Revolutionary Afroamerica 5 (été 1966). Copie numérique disponible aux Freedom Archives.

Traduction de la version espagnole du texte (par Soul Book)

Black Agenda Report
10 janvier 2024

Suite de la page (12)

pouvoir ». Le comité central examine les lettres de Lénine le 15 septembre. Elles laissent sceptiques la majorité des dirigeants. Pourquoi brusquer les choses, puisque les soviets se bolchevisent rapidement ?

Début octobre, déguisé en ouvrier, Lénine revient clandestinement à Petrograd. Sous le coup d'un double chef d'inculpation (complot et espionnage), il est recherché par la police. Le 10 octobre, il réunit douze des vingt et un membres du comité central du parti bolchevique. Après dix heures de discussion, il parvient à convaincre la majorité des présents de voter le principe d'une insurrection armée. Lorsque le congrès des soviets entame ses travaux, le 25 octobre 1917, c'est dans le tumulte de l'assaut donné au Palais d'hiver par les gardes rouges et les soldats révolutionnaires. Un dénouement qui répond aux visées du soviet de Petrograd, mais qui n'advient qu'après les injonctions répétées de Lénine. Entre la réunion du congrès pan-russe où les bolcheviks sont majoritaires, et la prise du pouvoir par les armes, cette simultanéité vaut légitimation populaire du coup de force. Minoritaires, avec 105 délégués sur 820, au premier congrès des soviets réuni en juin 1917, les bolcheviks obtiennent la majorité absolue au deuxième congrès qui se tient fin septembre, avec 343 délégués sur 675. Traduisant la poussée bolchevique au sein des organes de la représentation populaire entre l'été et l'automne 1917, ces résultats parlent d'eux-mêmes : les bolcheviks ont pris le pouvoir avec l'appui enthousiaste du prolétariat organisé.

Si la Révolution d'Octobre est d'abord une opération préventive contre la réaction (Kerenski projetait d'écraser les bolcheviks), elle est donc aussi la manifestation d'une majorité nouvelle dans le pays. La prédominance acquise par les bolcheviks aux soviets de Moscou et de Petrograd en septembre a fait basculer le rapport des forces. Lorsque le congrès pan-russe des soviets élit Kamenev à sa présidence, il signifie à son tour l'adhésion des délégués ouvriers, paysans et soldats de toute la Russie aux thèses bolcheviques. Ainsi Octobre 17 est à la fois un coup de force destiné à déjouer un complot militaire et une violente irruption des masses sur la scène politique. Avec un art consommé de l'insurrection, cette révolution victorieuse a traduit l'efficacité de l'organisation bolchevique tout en ralliant la majorité du prolétariat des villes et des campagnes.

Impossible, par conséquent, de nier le caractère démocratique de la révolution d'Octobre : comment feindre d'ignorer que les bolcheviks ont conquis la majorité au sein des soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats de toute la Russie ? Et qu'une bonne partie des délégués socialistes-révolutionnaires au congrès pan-russe étaient favorables à l'insurrection, ce dont témoigne la participation active des SR de gauche au comité révolutionnaire de Petrograd ? C'est sur cette majorité ouvrière et paysanne que repose la légitimité de l'insurrection. C'est elle qui porte au pouvoir le Conseil des commissaires du peuple aussitôt créé et présidé par Lénine. C'est elle qui acclame, aussitôt après la prise du pouvoir, les décrets qui viennent honorer la promesse du bolchevisme : le décret sur la paix, le décret sur la terre, le décret sur le contrôle ouvrier.

En débordant sur leur gauche les soviets eux-mêmes, la bolchevisation spontanée de l'avant-garde ouvrière, conjuguée à la profonde exaspération des soldats, a constitué le principal ressort de la révolution. Si Lénine appelle à l'insurrection dès septembre 1917, ce n'est donc pas en vertu d'un obscur privilège consenti au parti, mais parce qu'attendre davantage, dans de telles conditions, était fatal à la révolution ; parce que le complot militaire ourdi avec la complicité de Kerenski menaçait les conquêtes révolutionnaires ; parce que, compte tenu de la situation internationale, le sort de la révolution européenne aurait été compromis ; parce que l'occupation des terres aurait été privée de la consécration que le décret sur la terre allait lui donner ; parce que la bolchevisation des comités ouvriers aurait débouché sur une immense déception devant l'irrésolution du parti ; parce que l'exaspération de toutes les contradictions de la Russie exigeait d'agir sans tarder.

Il n'est aucun exemple, avant Lénine, de dirigeant politique ayant fait succéder de la sorte l'acte révolutionnaire à l'analyse méthodique de ses conditions. Car, dans la conduite de la stratégie révolutionnaire, il a toujours suivi le fil rouge de la lutte des classes. Sans le mouvement paysan, les soldats révolutionnaires et les comités ouvriers, le bolchevisme serait resté un chapitre insolite de l'histoire des idées. Chez Lénine, le seul privilège consenti à l'intelligentsia est celui de l'antériorité dans la formulation de la théorie. S'il considère que les intellectuels apportent au prolétariat la conscience de son rôle historique, ils doivent impérativement s'identifier à sa cause. Sans cesse, il affirmera que les bolcheviks ont à apprendre leur tâche auprès de l'homme du peuple, car il sait vraiment ce que l'intellectuel croit savoir.

La révolution, pour Lénine, est un affrontement armé, une guerre de classes. La révolution est « la guerre des travailleurs et des opprimés contre leurs oppresseurs, contre les tsars et les rois, contre les propriétaires fonciers et les capitalistes, pour délivrer complètement l'humanité des guerres, de la misère des masses, de l'oppression de l'homme par l'homme ! ». Certes, les adversaires de la révolution feront preuve d'indignation sélective : *« La bourgeoisie impérialiste internationale a fait exterminer dix millions d'hommes et estropier vingt millions d'autres dans « sa » guerre, déchaînée pour savoir qui, des rapaces anglais ou allemands, dominera le monde. Si notre guerre, la guerre des opprimés et des exploités contre leurs*

suite à la page(19)

Russie : Vladimir Poutine reçoit le chef de l'Etat Tchadien à Moscou



Le président russe Vladimir Poutine salue son homologue tchadien Mahamat Idriss Deby

Par Elena Teslova

La Russie est très attentive à la situation au Tchad et suit avec grande inquiétude la lutte contre les attaques terroristes, a déclaré, mercredi, le président Vladimir Poutine lors de sa rencontre avec le président de la transition du Tchad, Mahamat Idriss Deby.

Recevant le dirigeant tchadien, à Moscou, Vladimir Poutine l'a félicité pour avoir réussi à stabiliser la situation dans ce pays d'Afrique centrale en proie à la pauvreté et aux conflits armés."Nous sommes heureux que vous ayez réussi à organiser un vote sur la nouvelle Constitution. Je suis convaincu que les élections prévues dans un avenir proche se dérouleront au niveau approprié. Nous sommes heureux que vous ayez réussi à stabiliser la situation dans le pays", a-t-il déclaré.

Poutine a ajouté que la Russie et le Tchad entretenaient des relations stables et prévoyaient de développer davantage leur coopération bilatérale.

Mahamat Idriss Deby a, pour sa part, entamé ses discussions avec Poutine en exprimant ses condoléances pour l'accident d'avion qui s'est produit plus tôt dans la journée dans la région de Belgorod, en Russie.

Et de poursuivre concernant sa présence à Moscou : « *Il s'agit d'une visite historique... Le Tchad et la Russie entretiennent des relations de longue date. ... Nous espérons que cette visite nous permettra de renforcer nos relations dans tous les domaines* ».

Commentant la visite de Deby, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, avait précédemment qualifié le Tchad de "partenaire potentiel de la Russie » déclarant que les possibilités de coopération avec ce pays *"ne sont pas toutes établies, et qu'il y a beaucoup à faire"*.

Deby a été nommé, en avril 2021, à la tête d'un conseil de transition pour une période de 18 mois, après la mort de son père, blessé alors qu'il passait en revue les troupes sur la ligne de front.

Cette période a expiré en octobre 2022, mais la transition a été prolongée de deux ans. Mahamat Idriss Deby pourra être candidat à la présidence lors des élections prévues en novembre.

*Traduit de l'Anglais par Mourad Belhaj

Agence Anadolu (AA) 24 janvier 2024

Les plans criminels américains contre le Venezuela échouent à nouveau



Forces armées nationales bolivariennes

Par Alejandra Garcia

La déstabilisation, les invasions, les coups d'État et les assassinats dans les pays d'Amérique latine qui dérangent l'hégémonie américaine ont un instigateur commun : la Central Intelligence Agency (CIA). Les interventions de l'Agence en Amérique latine au cours des dernières décennies sont bien connues. Mais que s'est-il passé ces derniers jours ? Pourquoi l'impunité des services de renseignement américains dans la déstabilisation de la région est-elle à nouveau mise en lumière ?

Cette semaine, le Venezuela a dénoncé les liens entre la Central Intelligence Agency (CIA) et la Drug Enforcement Administration (DEA) américaine basée en Colombie dans les actions de coup d'État contre le gouvernement vénézuélien. Lundi dernier, le procureur général Tarek William Saab a révélé cinq plans de conspiration orchestrés par l'aile nationale de l'ultra-droite visant à mener des actions terroristes, l'assassinat du président Nicolás Maduro et d'autres actes d'insurrection.

Lors d'une conférence de presse, le haut fonctionnaire vénézuélien a expliqué en détail les actes violents planifiés depuis mai 2023, dévoilés et démantelés par les forces de renseignement vénézuéliennes. Trente-deux personnes ont été arrêtées, condamnées et ont avoué, et ont maintenant fourni des informations extraordinaires sur le "Plan brutal" contre la grande majorité du peuple vénézuélien et la société démocratique.

M. Saab a montré deux vidéos dans lesquelles les personnes impliquées donnent des détails sur les actions criminelles, dans lesquelles le personnel militaire impliqué a été capturé en Colombie avec la participation directe de la CIA. Il a ajouté que les individus ont également agi en collaboration avec les services de renseignement de la DEA et de l'armée colombienne, tous basés en Colombie.

Les preuves irréfutables présentées par le gouvernement vénézuélien se sont heurtées à l'indifférence totale et à l'arrogance de la Maison Blanche. Lors d'une conférence de presse, un journaliste a interrogé le porte-parole américain Jean-Pierre sur les accusations du Venezuela. Le fonctionnaire a nié les allégations et a déclaré ironiquement en riant : « *Je n'ai pas vu ces accusations. Cela semble un peu... enfin, pas même un peu. Cela ne semble tout simplement pas crédible.* »

Ce mercredi, les Forces armées nationales bolivariennes (FANB) ont révélé les noms des soldats déclassés et expulsés. Ce groupe de militaires est impliqué dans "*des conspirations et des plans d'actions criminelles et terroristes pour attaquer le système gouvernemental"*, a déclaré la FANB. De même, l'institution a indiqué que les militaires ont participé au projet présumé d'assassinat de M. Maduro.

« *Ces individus ne sont pas dignes d'appartenir à nos rangs, car ils ont enfreint les lois et les règlements nationaux et militaires. Cette mesure est un exemple des conséquences criminelles de leurs crimes* », a conclu la FANB.

Washington ne ménage pas ses efforts pour saper la paix en Amérique latine, et le Venezuela en est un bon exemple. Depuis plusieurs années, l'agenda de la Maison Blanche à l'égard du Venezuela cherche par tous les moyens à renverser le gouvernement du président Nicolas Maduro, élu massivement par son peuple à deux reprises au cours des dix dernières années. Ils ont soutenu la farce de Juan Guaido, appliqué des sanctions unilatérales pour assiéger l'économie du pays, favorisé le vol de millions d'actifs et soutenu continuellement les tentatives ratées d'interventions militaires et d'assassinats. Si le fantasme de Guaido en tant que président du Venezuela s'est évaporé, le désir d'éliminer Maduro en tant que président d'une manière ou d'une autre ne l'a pas été.

Entre-temps, le Bureau des services de recherche du Congrès américain a lui-même reconnu mercredi que tous les efforts ont été vains. Dans un nouveau rapport, le bureau a assuré que les sanctions contre le Venezuela « *n'ont pas réussi à chasser le président Nicolás Maduro du pouvoir et ont contribué à une crise économique dans le pays* ».

« *Nous n'abandonnons pas. Nous ne faiblirons pas moralement. Rien n'est plus important pour le peuple vénézuélien que de continuer à défendre la paix et la démocratie, quel qu'en soit le prix* », a conclu catégoriquement le gouvernement vénézuélien.

Resumen Latinoamericano 25 Janvier 2024
Traduction Bernard Tornare 27 Janvier 2024

Équateur : Noboa ne reconnaît pas Maduro comme président légitime du Venezuela



Daniel Noboa

Le président de l'Équateur, Daniel Noboa, ne reconnaît pas Nicolas Maduro comme le chef de l'État du Venezuela, a confirmé la chancelière équatorienne.

Lors d'une interview accordée à la chaîne colombienne NTN 24, Gabriela Sommerfel a dit : « *Le Gouvernement (de Noboa) défend beaucoup les élections libres et les pays qui vivent en totale démocratie. L'Equateur ne reconnaît pas le Gouvernement de Maduro et en cela, nous voulons être clairs.* »

Ainsi, Noboa, s'aligne sur la position des deux derniers présidents de l'Équateur, Guillermo Lasso et Lenin Moreno, qui ne reconnaissaient pas non plus Maduro. La ministre des affaires étrangères de l'Équateur a expliqué que Quito n'aura pas « plus de contacts » avec le Gouvernement de Maduro tant que « les élections libres ne seront pas respectées et qu'on ne vivra pas en démocratie. »

Elle a fait ces déclarations après que la chancellerie équatorienne ait condamné officiellement samedi la disqualification de la candidature de la principale dirigeante de l'opposition vénézuélienne, Maria Corina Machado, pour les élections présidentielles prévues au second semestre de 2024.

Dans une note, la chancellerie de l'Équateur a qualifié cette disqualification de « contraire à l'esprit des accords de la Barbade– signés entre le Gouvernement de Maduro et l'opposition–destinés à faciliter la célébration d'élections démocratiques et transparentes au Venezuela. »

Violence armée en Équateur

La ministre également, commenté la grave situation de violence armée que vit l'Equateur avec les trafiquants de drogue comme protagonistes. Elle a dit que l'Equateur compte sur des pays comme les États-Unis pour résoudre cette grave crise de sécurité.

Mardi, le président équatorien a refusé l'offre, que Maduro lui a faite il y a quelques jours pour qu'il recherche une coopération du Venezuela en matière de sécurité au lieu de l'assistance que lui apportent les États-Unis. « *Président Noboa, si vous voulez avoir un système de sécurité et un système pénitentiaire, recherchez-nous nous, pas le Commandement Sud. Le Commandement Sud, ce qu'il va faire, c'est de l'interventionnisme et du colonialisme*, », a déclaré le président vénézuélien.

Des analystes politiques et des organisations sociales ont prévenu que l'crise de sécurité qui existe un équateur pourrait constituer une opportunité pour les États-Unis pour approfondir leur présence militaire. Dans le pays, une situation qui a été qualifiée d'ingérence et de perte de souveraineté.

Bolivar Infos 30 Janvier 2024

Les dirigeants syndicaux au Cambodge doivent être réintégrés



Global Union appelle Shun Xin Luggage, au Cambodge, à réintégrer neuf dirigeants syndicaux dont les contrats à durée déterminée (CDD) ont été interrompus après la création d'un syndicat dans l'usine

Le droit du travail cambodgien permet aux employeurs d'embaucher des travailleurs dans le cadre d'un CDD pour une durée de deux ans, avec une possibilité de prolongation de deux années supplémentaires. Les travailleurs employés dans le cadre d'un CDD ne bénéficient pas de la sécurité de l'emploi et sont vulnérables à l'exploitation.

En juillet et août de l'année dernière, la direction de Shun Xin Luggage a mis fin aux CDD des dirigeants syndicaux locaux, refusant de renouveler leurs contrats, en affirmant qu'il n'y avait pas de violation du droit des travailleurs.

IndustriALL a exhorté Shun Xin Luggage à mettre fin aux pratiques anti-syndicales et à réintégrer tous les dirigeants syndicaux. Shun Xin Luggage produit pour Lacoste, qui a contribué à l'organisation d'une réunion entre syndicat et direction de l'entreprise en décembre de l'année dernière. Cependant, l'entreprise refuse de réintégrer les travailleurs, affirmant que les postes vacants ont déjà été pourvus.

Le Président de la CUMW, Pav Sina, explique : « *Nous exigeons de la direction de Shun Xin Luggage qu'elle réintègre tous les dirigeants et militants syndicaux locaux en leur versant des arriérés de salaire. Toutes les formes d'anti-syndicalisme doivent cesser immédiatement et les droits fondamentaux des travailleurs doivent être respectés ; laissez les travailleurs se syndiquer* ».

Le Secrétaire général d'IndustriALL, Atle Høie, a pour sa part déclaré : « *Shun Xin Luggage se livre à une discrimination antisyndicale et enfreint la législation cambodgienne relative aux syndicats. Shun Xin doit reprendre les négociations avec la CUMW et agir en pleine conformité avec les normes nationales et internationales du travail. Nous appelons Shun Xin à réintégrer immédiatement les adhérents concernés à leurs postes initiaux* ».

IndustriALL 24 janvier 2024

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 888-514-3044

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-598-5898

HEALTH

VIAGRA and CIALIS USERS! 50 Pills SPECIAL $99.00 FREE Shipping! 100% guaranteed. CALL NOW! 855-413-9574

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BATH & SHOWER UPDATES in as little as ONE DAY! Affordable prices - No payments for 18 months! Lifetime warranty & professional installs. Senior & Military Discounts available. Call: 866-393-3636

HOME IMPROVEMENT

AGING ROOF? NEW HOMEOWNER? STORM DAMAGE? You need a local expert provider that proudly stands behind their work. Fast, free estimate. Financing available. Call 1-888-920-9937

MISCELLANEOUS

DIRECTV Sports Pack - 3 Months on Us! Watch pro and college sports LIVE. Plus over 40 regional and specialty networks included. NFL, College Football, MLB, NBA, NHL, Golf and more. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918

TRAVEL SERVICES

SAVE ON YOUR TRAVEL PLANS! Up to 75% More than 500 AIRLINES and 300,000 HOTELS across the world. Let us do the research for you for FREE! Call: 877 988 7277.

«Amis paysans, ne vous trompez pas de cible!»



Par Hervé Kemp

La colère des agriculteurs ne devrait pas cibler les écologistes, mais le gouvernement et sa politique agro-industrielle, écrit Hervé Kempf dans cet éditorial. « Qui chasse des paysans ? Les écologistes ou le gouvernement ? »

Amis paysans, ne vous trompez pas de cible ! Selon beaucoup d'entre vous, d'après les manifestations agricoles de ces derniers jours, la racine du problème se trouve dans les normes environnementales. Pourtant, ceux qui vous conduisent à la détresse ne sont pas les écologistes, mais le gouvernement allié aux multinationales avec la FNSEA [1]. Je ne vous parle pas de nulle part : dans ma famille et ma belle-famille, je compte six paysans. Ils me racontent les difficultés de ce métier et ce sentiment qu'ils ont toutes et tous, malgré la passion qu'ils éprouvent, d'être en permanence en mode « survie », quelle que soit la longueur des semaines de travail. À Reporterre aussi, nous nous passionnons pour l'agriculture depuis toujours, et c'est un thème essentiel de notre média. Pourquoi ?

Parce que l'agriculture est une activité d'avenir, et que c'est notamment par elle que nous pouvons refaire une société écologique, respectueuse des humains comme de la nature que nous aimons comme vous l'aimez. Alors que les néolibéraux n'ont eu de cesse de réduire le nombre de paysans en France — de 1,6 million en 1982 à 400 000 en 2019 et encore 100 000 fermes disparues depuis 2010 —, nous soutenons de longue date l'idée qu'il peut y avoir 1 million de paysans en France, qui vivent bien de leur métier et dans la dignité.

Et c'est pourquoi je peux dire : amis paysans, ne vous trompez pas de cible ! Qui a fait passer l'accord de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande, qui va créer une nouvelle concurrence à l'agriculture européenne ? Les écologistes ou le gouvernement et les partis de droite ? Qui favorise l'accaparement des terres par des sociétés financières, chassant des paysans et développe des pratiques agro-industrielles ? Qui laisse dans l'indifférence les installations paysannes ? Les écologistes ou le gouvernement ?

Qui promeut une agriculture « high-tech », sans paysans ? Les écologistes ou le gouvernement ? Qui favorise l'élevage industriel, multipliant

Des agriculteurs bloquent l'autoroute A64 pour protester contre la fiscalité et la baisse des revenus, au sud de Toulouse, le 22 janvier 2024 - © AFP / Valentine Chapuis

les maladies, telle la grippe aviaire, ruinant les petits éleveurs ? Qui laisse bétonner les terres, chassant les paysans à coups d'entrepôts, d'autoroutes et d'un urbanisme incontrôlé ? Les écologistes ou le gouvernement ? Et qui s'allie depuis des années avec ce gouvernement proche de l'agro-industrie, sinon la FNSEA, présidée par un homme qui, après un cursus à l'European Business School de Paris, a fait carrière dans le négoce, avant de prendre la tête d'une exploitation de 700 hectares ? Croyez-vous, amis paysans, que cet homme défend vos intérêts, ou qu'il défend ceux de l'agro-industrie ?

Impasse productiviste

La réalité de la crise agricole découle en réalité de la poursuite inexorable du projet néolibéral de l'agriculture : un marché mondialisé, des firmes prenant le contrôle des principales productions, le mépris de l'environnement et des équilibres biologiques, le choix délibéré de réduire le nombre de paysans pour ne plus garder qu'une minorité d'agri-managers employant une main-d'œuvre prolétarisée (et souvent immigrée), tandis que subsisterait une frange d'agriculteurs fournissant des produits haut de gamme pour les riches.

Nous sommes en fait engagés dans une impasse productiviste, d'autant plus folle qu'elle néglige profondément le changement climatique et l'érosion de la biodiversité, dont les effets retentissent de plus en plus fort. Toutes les alertes lancées depuis des années, et l'appel non moins ancien à développer une agriculture biologique respectueuse des territoires et créatrice d'emplois, l'ont été en vain.

Le complexe regroupant agro-industrie, FNSEA et gouvernements (depuis Jacques Chirac) veut continuer en accroissant l'industrialisation de l'agriculture, avec de nouveaux OGM (organismes génétiquement modifiés), des mégabassines pour grands exploitants tournés vers l'exportation, des productions végétales pour les avions — arrosées de pesticides et gérées par des ordinateurs —, des exploitations immenses aux champs dénudés favorisant les inondations et exigeant d'énormes tracteurs gros consommateurs de fioul. Rien qui relève le revenu moyen agricole, rien qui favorise l'installation de jeunes paysans, rien qui réponde aux enjeux écologiques, et tout pour une dépendance alimentaire et une nourriture bourrée de pesticides aussi toxiques pour les consommateurs que pour les agriculteurs qui les utilisent.

Il est temps de repenser l'agriculture à l'aune des défis d'aujourd'hui. Qu'on le veuille ou non, le climat et la biodiversité s'imposent à tous. Et plutôt que de chercher à y échapper, l'agriculture pourrait être l'outil qui permet de les modérer et de faire un monde nouveau. Amis paysans, soyez écologistes !

Reporterre 23 janvier 2024
Investig'action 25 janvier 2024

[1] FNSEA. La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) est une organisation faîtière française chargée de la représentation nationale de 20 000 syndicats agricoles locaux et de 22 fédérations régionales.

Suite de la page (16)

oppresseurs et leurs exploiteurs, entraîne un demi-million ou un million de victimes dans tous les pays, la bourgeoisie dira que les premiers sacrifices étaient légitimes et les seconds criminels ».

Celui qui n'admet la révolution du prolétariat qu'« à la condition qu'elle se déroule avec facilité et sans heurt ; que l'action commune des prolétaires des différents pays soit acquise d'emblée ; que la révolution suive une voie large, dégagée, bien droite ; qu'on n'ait pas, en marchant à la victoire, à faire parfois les plus grands sacrifices, celui-là n'est pas un révolutionnaire ». Impossible, donc, de se représenter la révolution elle-même « sous la forme d'un acte unique ». Cette « série de batailles » pour des réformes économiques et démocratiques dans tous les domaines, cette transition du capitalisme au socialisme ressemblera plutôt, pour reprendre la formule de Marx, à une « longue période d'enfantement douloureux ».

C'est pourquoi les « mots d'ordre » ne doivent pas être considérés comme des « talismans » donnés une fois pour toutes. Pour les révolutionnaires, il ne suffit pas d'apprendre des mots d'ordre par cœur : « Il faut apprendre également à choisir le moment opportun pour les lancer ». L'heure de la révolution, autrement dit, n'est pas prévisible. Toutefois, en période révolutionnaire, « ce serait le plus grand des crimes » que de « laisser échapper le moment ». Car les dirigeants ouvriers ne sauraient se borner à reconnaître celle-ci une fois qu'elle a éclaté. C'est avant son avènement que les révolutionnaires en font comprendre la nécessité aux masses et leur en expliquent les voies et méthodes. Et lorsque les conditions objectives d'une crise politique profonde sont réunies, alors ils doivent savoir créer l'occasion ou, tout du moins, savoir la saisir.

Celui qui « reconnaît uniquement la lutte des classes n'est pas pour autant un marxiste ». Celui-là seul mérite ce nom qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat. Pour le dire autrement, la question du pouvoir est la question « la plus importante de toute révolution ». Car le prolétariat a besoin du pouvoir d'État, d'une organisation centralisée de la force, aussi bien pour réprimer la résistance des exploiteurs que pour diriger la grande masse de la population dans la « mise en place » de l'économie socialiste. « Il est de règle que dans toute révolution profonde, les exploiteurs conservant durant des années de gros avantages réels sur les exploités, opposent une résistance prolongée, opiniâtre, désespérée ».

La « loi fondamentale de la révolution », écrit Lénine en 1920, « la voici : pour que la révolution ait lieu, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées prennent conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des changements. C'est seulement lorsque « ceux d'en bas » ne veulent plus et que « ceux d'en haut » ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher ».

Telle est la conception de la révolution chez Lénine : lucide et impitoyable. Précipitée par la crise impérialiste, la révolution victorieuse en octobre 1917 est aussi l'acte de naissance de cette fameuse « dictature du prolétariat » qui était annoncée par la théorie et qui passe désormais dans la pratique. Le nouveau pouvoir est un pouvoir révolutionnaire. Propulsé sur le devant de la scène par l'insurrection triomphante, il doit assumer des responsabilités colossales dans un pays dévasté. Face aux impératifs de la lutte contre la réaction, la jeune République des soviets ne reculera devant aucune mesure d'exception. Entraînée sur la pente d'une terrible guerre civile par la contre-révolution armée, elle va se doter d'une Armée rouge de trois millions d'hommes. Encerclée par quatorze puissances impérialistes, elle va se défendre avec acharnement jusqu'à la victoire finale, chèrement acquise au bout de trente mois d'une lutte à mort. Pour combattre un ennemi intérieur complice de l'agression étrangère, les bolcheviks vont se doter d'un appareil répressif. Car leur détermination est sans faille. Le pouvoir des soviets ne finira pas comme la Commune. Il ne fera pas de cadeau à l'adversaire de classe. La démocratie prolétarienne n'est pas la démocratie bourgeoise, et on ne va pas tarder à s'en rendre compte.

Le Grand Soir 22 janvier 2024